

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'ASSISTANCE

AUX

ÉTRANGERS EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 21 novembre 1899

PAR

ÉVEILLÉ

Président : M. BERTHELÉMY, *professeur.*

Suffragants { MM. CHAVEGRIN, *professeur.*
JACQUELIN, *agréé.*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.

PARIS

JOUBE ET BOYER

IMPRIMEURS

15, rue Racine, 15

1899

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'ASSISTANCE

AUX

ÉTRANGERS EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 21 novembre 1899

PAR

ÉVEILLÉ

Président : M. BERTHELÉMY, *professeur.*

Suffragants { MM. CHAVEGRIN, *professeur.*
JACQUELIN, *agrégé.*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.



PARIS

JOUBE ET BOYER

IMPRIMEURS

15, rue Racine, 15

—
1899

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Sans chercher à savoir si la présence de nombreux étrangers est utile à un pays en général, nous essaierons de donner la réponse qui doit être faite pour la France en particulier.

Notre pays est en effet dans une situation toute spéciale : on émigre peu, la natalité y est faible, mais l'immigration y est considérable et toujours croissante. En 1866, il y avait en France 635,495 étrangers, c'est-à-dire 1,67 0/0, en 1876 801,754, c'est-à-dire 2,17 0/0, en 1886, 1,115,214, c'est-à-dire 3 0/0 et enfin en 1896 ils étaient 1,027,491 étrangers pour 38,517,975 français. Dans le département de la Seine on en compte 186,792 (1) (2).

1. Paul Leroy Beaulieu, *Journal de Clunet*, 1888, page 169, et *Dénombrements de la France* (Ministère de l'Intérieur), 1888, 1891, 1896.

2. En 1891 il y avait :

Anglais en France.	396,877	Français en Angleterre.	26,600
Allemands »	83,333	» Allemagne.	24,200
Belges »	465,200	» Belgique...	52,000
Italiens »	286,042	» Italie	41,000
Suisses »	83,117	» Suisse	54,000

En outre M. Van Brock fait une grande différence entre les

Si on examine les causes de cette immigration, on voit qu'elles sont diverses et qu'elles dépendent de la catégorie des individus qui viennent prendre leur résidence en France.

Ce qui attire les riches étrangers chez nous, ce sont les charmes d'un climat tempéré, la douceur des mœurs, l'abondance des distractions de toutes sortes, la richesse de l'enseignement public, le bon marché relatif du bien-être, le renom d'hospitalité (1).

Ce qui attire les travailleurs étrangers c'est le grand nombre des entreprises, le haut prix des salaires provenant de l'abondance des capitaux et de la rareté de la main-d'œuvre.

La France, pays de population peu nombreuse, est voisine de pays très peuplés, Belgique, Allemagne; ou pauvres Italie, Espagne. Il doit y avoir pénétration du pays plus peuplé dans celui qui l'est moins et du pays pauvre dans le pays riche, comme il se produit un phénomène d'osmose d'un liquide saturé dans un autre qui ne l'est pas.

On a pensé à certains moments que cette proportion considérable d'étrangers mêlés à la population

étrangers qui viennent en France et les Français qui vont s'établir à l'étranger; ceux-ci sont en général aisés.

(*Revue d'Assistance*, 1896. Discussion Drouineau et Van Brock).

1. Paul Leroy Beaulieu, article cité.

française pouvait constituer un danger économique et qu'il fallait prendre des mesures pour la réduire (1).

Examinons le bien-fondé de cette opinion d'abord en ce qui concerne les étrangers riches qui viennent faire des dépenses dans notre pays : celui-ci doit y gagner, telle est l'opinion courante. « Les économistes, au contraire, traitent cette opinion de préjugé, et déclarent que ces dépenses sont stériles et ne peuvent accroître en rien la richesse d'un pays. La raison que font valoir ces économistes c'est qu'en échange du numéraire qu'ils apportent, les étrangers consomment une quantité de richesses précisément égale, et que dès lors le pays considéré dans son ensemble ne perd ni ne gagne, quoique telle région ou telle industrie déterminée puisse incontestablement y trouver un avantage » (2).

Il faut répondre à cela que très souvent des bénéfices sont réalisés, bénéfices plus considérables sur l'étranger que sur tout autre, et qu'en outre il peut s'agir d'une richesse qui n'est pas destructible de sa nature (par exemple quand on paie la jouissance de la beauté du site, de la douceur du climat, de la valeur archéologique ou artistique des monuments).

Il est donc difficile de constater que les pays fréquentés par de nombreux étrangers aisés trouvent là d'abondantes sources d'enrichissement.

1. Rapport Pradon (Doc. Parl. Chambre, 1889). Discours Castelin, *Journal Officiel* du 4 mai 1893.

2. Ch. Gide. *Traité d'économie Politique*, 1896, page 155.

Quant aux ouvriers étrangers très nombreux en France, on a souvent dit qu'ils modifiaient les conditions du travail des Français, qu'ils étaient la cause de chômages réguliers et prolongés, qu'ils contribuaient à l'abaissement du salaire, qu'étant habitués à une vie plus frugale, ils pouvaient accepter des conditions plus dures de la part des employeurs (1).

Cela a pu être démontré dans certains pays, et en ce qui concerne certaines races envahissantes et n'ayant que d'infimes besoins, par exemple les Chinois aux États-Unis.

Mais dans notre pays, il n'en est pas ainsi : la présence en France de Belges qui viennent faire les moissons, d'Italiens qui viennent travailler aux entreprises publiques et dans les usines ne peut pas être regardée comme un dommage. Suivant un éminent économiste (2),

1. Le dénombrement de 1891 attestait qu'il y avait en France :

70.672	étrangers occupés à l'agriculture.
222.524	— l'industrie.
11.047	— aux transports.
30.043	— au commerce.
18	— force publique.
139	— administrations publiques.
1.132	— professions libérales.
3.147	— rentiers.

(Rapport Douineau. Congrès d'assistance de 1896).

2. P. Leroy-Beaulieu. Article cité.

c'est un million de serviteurs qui nous viennent en aide : ils nous sont indispensables, ils se chargent habituellement de faire les grosses besognes, celles qui exigent de la force ; ils ont fait les terrassements de nos chemins de fer, ils viennent suppléer au manque de bras au moment des vendanges dans le Midi, sans eux beaucoup d'usines fermenteraient leurs portes (1). Aux Français il reste la tâche de diriger ces forces, de faire la besogne intelligente.

Aussi croyons-nous que le départ de ces étrangers consommateurs ou producteurs, causerait à nos industriels et à nos commerçants une perte très sensible, et que les ouvriers français n'auraient rien à y gagner.

Et si leur présence nous est utile, si nous avons en eux des auxiliaires indispensables, nous devons agir envers eux avec humanité, les traiter comme des serviteurs familiers qui peuvent être atteints de pauvreté, de maladie et qu'atteindra la vieillesse.

L'État et l'initiative privée ont organisé, en faveur de nos nationaux, une assistance complexe qui vient au secours de la plupart des infortunes : il ne faut pas que les étrangers soient exclus de ses bienfaits.

La colonie riche étrangère participe généreusement aux diverses manifestations de la charité dans notre

1. On a dit dans le même sens que l'arrivée aux États-Unis d'un travailleur équivalait à l'apport d'un capital de cinq mille francs.

pays, elle ne ménage pas ses dons à nos diverses institutions de bienfaisance, celles-ci à leur tour ne doivent pas laisser leurs compatriotes à l'abandon.

Le Conseil supérieur de l'Assistance Publique dans un vœu qui n'avait rien de définitif, a proposé de faire payer par les employeurs les soins donnés aux étrangers dans nos établissements de bienfaisance (1).

Ce serait un moyen indirect d'exclure les ouvriers étrangers de notre territoire; car peu de patrons seraient disposés à assumer cette responsabilité. Aussi devons-nous la rejeter.

Le régime des traités internationaux serait-il une bonne solution? C'est une tendance générale des auteurs qui ont traité de la question (2). Il peut paraître avantageux en effet, de régler à l'amiable la mesure dans laquelle sera fournie l'assistance internationale, de se lier par des conventions comme en matière de monnaies, de postes et télégraphes, etc. Mais les difficultés surgissent en pratique des considérations suivantes : l'Assistance publique est très diversement organisée dans les divers pays, obligatoire ici, s'étendant à tous les cas d'infortune chez quelques nations, n'embrassant que certaines catégories de malheureux chez les autres.

1. *Conseil supérieur de l'Assistance publique*, fasc. 59.

2. *Bulletin de la Société Internationale pour l'étude des questions d'Assistance*, 1892. *Fascicules du Conseil supérieur de l'Assistance publique*.

En outre un traité d'Assistance réciproque sans remboursement serait défavorable à notre pays où le nombre des étrangers est bien supérieur en général à ce lui de nos compatriotes résidant à l'étranger. Le seul traité un peu complet que nous ayons, le traité franco-suisse de 1882, a pu être conclu, dit l'exposé des motifs du projet de loi ratifiant le traité, parce que « le nombre des Suisses habitant la France (50.203 en 1876) et celui des Français habitant la Suisse (62.280 en 1880) étant sensiblement le même, il est permis de supposer que les dépenses supportées par chaque pays pour les ressortissants nécessiteux de l'autre Etat se compenseront à peu près » (1).

Mais ce cas là ne se présentera pas pour les autres nations qui nous envoient des émigrants.

Un traité d'assistance réciproque serait donc très onéreux pour nous, et s'il stipulait le remboursement réciproque des dépenses il est probable qu'il ne serait pas accepté des nations voisines.

Un auteur se montre l'adversaire des traités d'assistance réciproque, il cherche à nous montrer que c'est une solution bien insuffisante de la question.

C'est le docteur Drouineau dans son rapport sur l'assistance aux étrangers (2).

1. *Recueil de Clercq*, année 1882.

2. Congrès international d'assistance de Genève, 1896. *Discussions en séance et rapport*.

. Après avoir établi la liste des vingt-deux conventions qui ont été conclues, depuis celle de Gotha avec la Confédération Germanique (15 juillet 1851) jusqu'à celle de l'Allemagne avec la Suisse (31 mai 1890) il en fait l'analyse et les classe de la façon suivante :

Traité assurant l'assistance aux aliénés seulement et leur rapatriement.	Belgique-Bavière, 22 févr. 1868.
Traité assurant l'assistance aux aliénés et enfants assistés et leur rapatriement.	France-Suisse, 1882.
	Italie-Suisse, 1875.
	— Autriche, 1861.
	— Luxembourg, 1881.
Traités assurant l'assistance aux malades seulement et le rapatriement.	— Monaco, 1871.
	— Saint-Marin, 1872.
	— Allemagne, 1873.
	Brême-France, 1866.
	Danemarck-Allemagne, 1881.
Traités assurant aux indigents étrangers les secours établis pour les nationaux par les lois concernant l'assistance publique et le rapatriement.	Belgique-Allemagne, 1877.
	Autriche-Hongrie-Suisse, 1875.
	Bavière-Suisse, 1862.
	Allemagne-Suisse, 1890.
	Danemarck-Suède, 1888.

Le but *ordinaire* des conventions est donc d'assurer des secours provisoires et en outre le rapatriement.

Si nous examinons les traités les plus larges, ceux qui promettent aux étrangers le même traitement qu'aux nationaux, les résultats seront illusoires dans les pays d'assistance *facultative*, ils ne pourront être appréciables que dans les pays d'assistance obligatoire.

Le rapporteur est amené à dire que l'État est impuissant en matière d'assistance internationale et qu'il faut éveiller la solidarité des colonies étrangères pour créer une assistance privée efficace.

Les vœux formulés par le rapporteur furent les suivants : abandonner toute entente internationale, favoriser la création et l'existence des sociétés étrangères de bienfaisance.

Les tendances du rapporteur ne paraissent pas avoir été celles de la majorité du Congrès puisque après la discussion de la question en séance le vœu suivant sur la proposition de M. Navarre fut voté :

« Le Congrès émet le vœu que les États interviennent par voie d'entente internationale ou de convention pour assurer l'assistance aux étrangers ».

Nous nous sommes proposé dans cette étude d'étudier les divers secours que l'Assistance Publique dans notre pays et incidemment dans les pays voisins distribue aux étrangers, nous aurons à montrer quelle est la situation résultant de l'existence de nombreux traités d'assistance, et enfin quoique l'assistance privée ne rentre pas dans notre cadre, nous passerons en revue les diverses œuvres de bienfaisance étrangères qui viennent chez nous en aide à leurs nationaux.

Quant aux applications de cette idée d'Assistance internationale, nous avons pu constater qu'elles furent insignifiantes dans les temps passés : on tendait plutôt à localiser la bienfaisance qu'à l'étendre à ceux qui ne participaient qu'exceptionnellement à la vie locale : chaque paroisse devait secourir ses pauvres.

Remarquons cependant que les soins aux malades furent de tout temps donnés de la façon la plus large,

que les hôpitaux, bien loin d'être fermés aux étrangers, semblent ainsi que leur nom l'indique avoir été créés pour ces hôtes de passage (1).

On en trouve un témoignage dans un opusculé intitulé, *l'Estat au vray des biens et revenus de l'Hôtel-Dieu de Paris*.

« L'Hôtel-Dieu, y est-il dit, est ouvert indifféremment à toutes sortes de malades de contrée de la terre et de quelque religion qu'ils soient, on y reçoit même les Turcs (2) ».

La Révolution malgré les prétentions qu'avaient ses législateurs de faire des lois pour l'univers, n'a rien organisé en faveur des étrangers, à peine a-t-elle posé un principe dans le décret-loi de l'an II, et encore dans des termes que nous aurons à discuter.

Il fallait donc arriver aux temps contemporains pour trouver à la question de l'Assistance aux Etrangers un certain nombre de solutions; solutions bien vagues, bien imparfaites qu'il est de notre intention de passer en revue dans cette étude.

1. Rapport de Melun, *Moniteur Universel*, 30 décembre 1850.

2. *Répertoire Sirey* Fuzier Herman V^e *Assistance Publique*.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

L'étranger et le domicile de secours. — Les motifs qui ont poussé le législateur à fixer aux indigents un domicile de secours sont aisés à concevoir. Organisant en leur faveur une assistance publique, il a voulu répartir de façon équitable les dépenses de ce service, déterminer la part qui incombe aux diverses circonscriptions territoriales. Sans créer, du moins en France, un droit pour l'indigent, il organise l'obligation morale et parfois effective pour la commune ou le département dans lesquels il a son domicile de secours, de l'assister en cas de maladie ou de pauvreté. C'est là qu'il est né, c'est là qu'il a travaillé, acquitté des impôts, c'est là qu'il doit recevoir des secours.

En France, comme chez les diverses nations qui nous entourent, on a fixé les règles suivant lesquelles il est possible d'acquérir un domicile de secours. Les textes qui régissent la question sont le décret-loi du 24 vendémiaire an II et la loi du 15 juillet 1893 sur l'Assistance Médicale gratuite.

Nous adopterons dans cette matière controversée la jurisprudence du Ministère de l'Intérieur suivant la-

quelle les règles du décret de l'an II continuent à être applicables dans tous les cas d'Assistance, sauf Aliénés (placement d'office) et Assistance Médicale gratuite pour lesquels la loi de 1893 a décidé.

Cette manière de voir est contraire à celle du Conseil d'État; dans deux arrêts récents (1) il a exprimé l'avis, que la loi du 15 juillet 1893 avait abrogé les parties du décret de l'an II relatives au domicile du secours.

Mais le Conseil d'Etat n'étant compétent en matière de domicile de secours que dans les cas d'assistance obligatoire, fort peu nombreux, et les seuls pouvant d'ailleurs faire l'objet d'un secours contentieux, l'autorité de son opinion nous paraît devoir être réduite à ces cas.

Ceci établi, les étrangers peuvent-ils en France acquérir un domicile de secours?

Les termes dans lesquels sont conçus les deux textes précités permettent de répondre d'une façon négative.

Le décret-loi de l'an II dit en effet : « Tout citoyen... etc. » ; or un étranger n'est pas citoyen.

La loi de 1893 dit : « Tout Français... » et si elle parle plus loin des étrangers, elle ne les assimile aux

1. Conseil d'Etat 12 février 1897. *Journal le Droit*, 4 mars 1897. Conseil d'Etat 8 juillet 1893. *Gazette des Tribunaux*, 9 juillet 1893.

Français que si leur nation a conclu avec la France un traité d'assistance réciproque. Or il n'en existe pas encore.

Les auteurs et la jurisprudence ont décidé dans ce sens. MM. Durieu et Roche (1) s'expriment ainsi : « Le séjour en France fait-il acquérir à l'étranger le domicile de secours ? Pas plus, selon nous, qu'il ne lui donnerait le droit d'affouage dans une commune (2). L'Etranger malgré sa résidence ne fait jamais partie de la famille communale... La question s'est souvent présentée particulièrement en ce qui concerne les étrangers frappés d'aliénation mentale. Le ministre de l'Intérieur a toujours reconnu que les dépenses du traitement ne pouvaient être imposées à aucun département (3); seulement si l'étranger est dans la catégorie des réfugiés le ministre fait payer le prix de la pension sur le crédit de son budget destiné à secourir les réfugiés ».

De même le Conseil d'Etat d'une façon incidente a déclaré que les étrangers ne pouvaient acquérir en France le domicile de secours (4).

Mais dans notre pays l'étranger peut voir sa condition s'améliorer par suite de son admission par décret

1. *Traité de comptabilité des Etablissements de Bienfaisance*, p. 54. V. *Domicile de secours*.

2. Voir plus bas.

3. Décision ministérielle, 17 février 1841.

4. Arrêt du Conseil d'Etat, 8 déc. 175 Dalloz, 95, 3, 12.

à domicile ; il acquiert alors un certain nombre d'avantages énumérés à l'article 13 du code civil et dans les lois postérieures.

Un certain nombre d'auteurs ont soutenu que dans cette situation l'étranger peut acquérir le domicile de secours.

M. Brousse (1) déclare que les étrangers obtiennent le domicile de secours par un des faits suivants : permis de résider, établissement, contribution aux charges communales.

D'après Dalloz (2), le séjour en France peut faire acquérir à un étranger le domicile de secours, s'il y a été admis à domicile, s'il a un établissement, s'il est patenté, s'il participe aux charges communales.

Mais nous pensons avec MM. Derouin et Worms (3) que ce sont là en dehors de tout texte spécial des opinions erronées. En effet le domicile de secours ne saurait être compris parmi les droits civils énumérés à l'article 13 du Code civil qui sont autorisés à l'étranger admis par décret à domicile.

De plus il est un droit avec lequel il offre quelques ressemblances *c'est le droit d'affouage* : longtemps contesté aux étrangers admis à domicile (4) il a fallu

1. *De l'Assistance Publique*, 1876.

2. *Répertoire alphabétique*. V. *Secours Publics*, n^o. 414.

3. *Les étrangers en France au point de vue des institutions charitables Journal de Ch Janet*, 1890, page 490,

4. *L'Ebraly*, thèse de Paris, 1898.

une loi spéciale (25 mars 1874) pour qu'il leur fût accordé.

Nous admettons cependant une exception en faveur d'une catégorie d'étrangers, à qui la loi de 1889 impose la qualité de Français, s'ils ne la répudient à leur majorité. Ce sont les enfants nés en France de parents étrangers.

« Il semble naturel de les assimiler aux Français, et de leur reconnaître le domicile de secours dans les mêmes conditions que s'ils étaient nés de parents français (1). »

La solution à laquelle nous arrivons est-elle conforme aux principes généraux du droit international et de notre législation charitable.

En premier lieu, le droit au domicile de secours ne peut pas être regardé comme indispensable à l'existence, il ne peut être classé parmi les droits dits naturels qui sont reconnus partout en principe aux étrangers : sa privation n'entraîne pas une infériorité notable, ainsi que pourrait le faire l'empêchement de faire le commerce ou d'acquérir des immeubles.

De plus ce droit a sa principale raison d'être en matière d'Assistance obligatoire, et nous savons qu'en France elle est peu usitée, que jusqu'à ces derniers temps il n'en existait qu'un cas et qu'on a longtemps

1. *Répertoire Sirey*, article de M. Derouin, V. *Domicile de secours*.

hésité avant d'inscrire son principe dans notre législation.

Aussi le manque de domicile de secours m'empêchera nullement l'étranger de participer à la plupart des secours organisés par la Bienfaisance Publique. Quoiqu'il en soit en pratique, il nous semble qu'il n'y aurait pas d'inconvénient à accorder un domicile de secours aux étrangers qui ont passé en France une partie importante de leur vie, qui y ont créé des industries ou organisé des commerces, qui y ont acquitté des impôts.

C'est dans ce sens qu'un vœu a été émis à une réunion de la Société Internationale pour l'étude des questions d'assistance (1) M. Archambeaud dans les conclusions de son rapport sur l'assistance internationale s'exprime de la façon suivante : « En faisant intervenir le domicile de secours, il nous semble qu'étant admise la limite d'âge de 65 ans, il n'est point exagéré de dire que l'indigent devra séjourner au moins dix ans dans le pays qui lui accordera le bénéfice de l'assistance jusqu'à la fin de sa vie : on le lui doit parce qu'il a travaillé à la prospérité du pays dans lequel il a vécu ».

Pendant l'élaboration au Conseil Supérieur de l'Assistance Publique du projet qui est devenu la loi de 1893, un conseiller avait proposé de donner le domicile de secours aux étrangers indigents s'ils avaient cinq ans

1. *Bulletin cité*, 1892.

de résidence ; cette proposition ne fut pas adoptée (1).

Nous allons examiner maintenant quelle solution a reçue cette question chez les diverses nations qui nous entourent.

Dans les Etats Allemands (2) (moins la Bavière et l'Alsace-Lorraine) on applique les lois du 6 juin 1870, du 12 mars 1894, d'après lesquelles tout étranger doit être traité comme un allemand en ce qui concerne l'acquisition ou la perte du domicile de secours aussi longtemps qu'il est autorisé à séjourner dans le pays.

En Hongrie les étrangers peuvent acquérir le domicile de secours sans naturalisation en s'établissant dans une commune : l'établissement d'une durée de deux ans doit être précédé d'une résidence de deux ans également.

En Prusse on exige des étrangers cinq ans de résidence avant de leur accorder le domicile de secours, alors que le temps exigé des nationaux n'est que de deux ans.

Le Parlement Belge a adopté le 14 mars 1874 une loi (modifiée depuis par celle du 27 nov. 1891) suivant laquelle l'étranger peut acquérir en Belgique un domicile de secours déterminé soit par sa naissance soit par une résidence de trois ans dans une commune du royaume.

1. *Conseil Supérieur de l'A. P.* fascicule 37.

2. *Répertoire Sirey. V^o Domicile de Secours.*

En Norwège, alors que l'acquisition du domicile de secours est obtenu pour les originaires par un séjour de deux ans, cinq ans sont exigés des étrangers.

Dans le Grand-Duché du Luxembourg l'étranger peut acquérir un domicile de secours s'il a été admis à se fixer dans une commune, s'il a fait à l'administration locale la déclaration de vouloir y prendre domicile, enfin s'il y demeure six ans consécutifs.

En Angleterre d'après une loi de 1884 qui organise un domicile de secours, les étrangers sont traités comme les nationaux (1).

Nous pouvons donc constater que presque partout on permet aux étrangers d'acquérir après un stage déterminé un domicile de secours. C'est cette solution assez libérale qui nous paraît devoir être préconisée en France.

1. M. Block. *Dictionnaire d'Administration*. V^o *Assistance Publique*.

PREMIÈRE PARTIE

ADMISSION DES ÉTRANGERS AUX SECOURS DISTRIBUÉS PAR LA COMMUNE

CHAPITRE I

Admission de l'étranger à l'hôpital.

Le fait d'assister l'étranger atteint d'une maladie aiguë ou blessé est celui qui se conçoit le plus aisément ; il est en effet impossible dans une nation civilisée de refuser un secours momentané à celui qui, privé de ressources, peut se trouver faute de soins en danger de mort.

Aussi sont-ce là les secours qui ont été donnés le plus anciennement aux étrangers : c'est ce que nous avons vu pour l'Hôtel-Dieu de Paris, c'est ce qui existait en pratique dans tous les hôpitaux.

Il faut dire aussi que le budget de ces établissements étant en grande partie alimenté par des fondations, dons ou legs, les dépenses causées par les étrangers ne

provoquaient pas les mêmes objections, que si elles grevaient les finances de la commune, du département, de l'Etat.

Mais il était réservé aux temps modernes de donner à ces idées une application aussi large que possible, et de les inscrire dans nos lois.

L'art. 18, titre V du décret-loi de l'an II est ainsi conçu : « Tout malade, domicilié de droit ou non, sans ressources, sera secouru ou à son domicile, ou dans l'hospice le plus voisin. L'expression : « Tout malade... » nous paraît comprendre non seulement les nationaux, mais encore les étrangers (1). Quoiqu'on ait pu soutenir le contraire en s'appuyant sur certaines dispositions du décret, notamment sur l'art. 7, titre V, suivant lequel « l'admission aux secours de toute catégorie ne peut être prononcée qu'en faveur du citoyen ».

Cette dernière opinion est soutenue dans la *Revue d'administration* (2) : son auteur prétend, qu'en France on n'a jamais reconnu de droit de secours aux étrangers et que le décret de l'an II ne s'appliquait qu'aux seuls citoyens.

Mais si des doutes peuvent résulter des termes du décret de l'an II, il n'en peut être ainsi de ceux formulés dans l'art. 1 de la loi du 7 août 1851 :

« Quand un individu privé de ressources tombe

1. Derouin et Woms. *Journal de Clunet*, article cité.

2. 1881, tome III, p. 477, article signé B du B.

malade dans une commune aucune condition de domicile ne peut être exigée pour son admission dans l'hôpital existant dans cette commune ».

Le rapport de M. de Melun à l'assemblée nationale est plus explicite encore. « Aujourd'hui, dit-il, dans un « grand nombre de villes pour que le malade participe au secours ou soit admis à l'hôpital, il faut qu'il ait acquis un domicile spécial défini par la loi et soit inscrit sur les registres d'indigence... Votre commission, Messieurs, pour combattre un pareil état de choses, n'a pas songé seulement à s'appuyer sur la loi de vendémiaire an II, elle a pensé qu'une question de ce genre devait être examinée par une commission d'assistance non-seulement au point de vue légal, mais encore et avant tout au point de la justice et de la charité » (1).

Malgré ces paroles du rapporteur, l'interprétation de l'article 1 ne fut pas si large qu'on pouvait l'espérer. Les faits le montrent.

En 1853 et 1854 des indigents de nationalité badoise (2) tombés malades au Havre ne furent admis à l'hospice de cette ville que sur les instances et aux frais du consul de Bade, et les réclamations que ce dernier adressa par voie diplomatique restèrent sans

1. *Moniteur Universel*, 28 décembre 1850.

3. *Conseil supérieur de l'Assistance Publique*, fascicule 59, page 13.

réponse. En 1859 le même fait se représenta dans la même ville ; une indigente badoise fut admise à l'hospice où elle resta dix-huit jours et les frais, soit 27 fr., furent payés par le consul de Bade qui en réclama ensuite le remboursement ; cette fois sa demande fut l'objet d'une réponse, mais négative.

La dépêche adressée le 3 août 1859 par le ministre de l'Intérieur au ministre des Affaires Étrangères constate que « si les administrations de nos hôpitaux admettent les étrangers malades aussi bien que les nationaux dans les établissements de santé et leur font donner gratuitement les soins que leur état réclame, elles agissent ainsi sans y être obligés par aucune disposition expresse ni par aucune convention positive ».

Mais depuis cette époque, la loi de 1851 a été par la jurisprudence et les auteurs interprétée de la façon la plus large.

Nous avons pour le montrer une décision du Ministre de l'Intérieur portant que l'article 1 de la loi de 1851, d'après lequel aucune condition de domicile n'est exigée des individus privés de ressources qui tombent malades dans une commune s'applique aux étrangers comme aux français » (1).

D'autres circulaires du Ministre de l'Intérieur sont venues consolider cette jurisprudence : nous pouvons

1. Répertoire Sirey, voir Assistance, n° 674, 3455.

citer une instruction du 17 mars 1872 au préfet du Havre, relativement à des malades italiens soignés dans cette ville, deux dépêches du 20 août 1873 et 16 avril 1877, une décision ministérielle du 23 juin 1883 au sujet d'une plainte émanant du consul de Belgique à Boulogne-sur-Mer et relative à des malades belges, une dépêche ministérielle du 29 novembre 1883 relative à l'hôpital d'Agde (Hérault), deux circulaires du 5 mars 1852 et 18 mai 1894.

Dans le sens de l'assimilation des Etrangers aux Français pour l'admission dans les hôpitaux, on peut énumérer, Watteville (1) Dalloz (2) et enfin MM. Derouin et Worms.

Les soins ainsi donnés à l'étranger dans un hôpital sont gratuits, il n'existe aucun recours contre le bénéficiaire s'il est indigent, ou contre ses parents s'ils sont hors d'état de leur venir en aide. Il n'en serait pas de même s'il venait ultérieurement à meilleure fortune ou si ses parents devenaient solvables.

Il a été jugé que l'avis du Conseil d'état du 14 octobre 1809 qui attribue aux hospices les effets mobiliers apportés par les malades qui y décident doit s'appliquer à l'égard des étrangers comme des français (3).

1. *Législation charitable*, tome III, page 15.

2. *Code des Lois Administratives*, Dalloz V. *Etablissements de Bienfaisance*, n° 2327, et aussi Sirey, (*Bulletin annoté des lois et décret*) 1893, page 250 note 3.

3. Dalloz, 1351, 2, 154, Sirey 1854, 2, 154.

Il existe cependant une catégorie d'étrangers dont les dépenses d'hospitalisation doivent être remboursées par l'état auquel ils appartiennent : ce sont les militaires et marins des puissances étrangères. Deux circulaires ministérielles du 12 février et du 18 juin 1873 déterminent les prix de remboursement.

Nous avons maintenant à examiner quels ont été les résultats de cette jurisprudence si libérale suivant laquelle l'hôpital français est ouvert aux étrangers comme aux nationaux. Nous constaterons l'encombrement des hôpitaux de nos départements frontières ; nous verrons quels sont les remèdes qu'on a proposés et qu'on a employés pour parer à ces graves inconvénients.

A Lyon, les hôpitaux ont des ressources particulières considérables leur permettant même de participer à l'organisation des secours à domicile ; les nombreux malades étrangers qui viennent s'y faire soigner ne grèvent pas trop lourdement leur budget, mais prennent parfois la place des français (1). « L'administration hospitalière de Lyon (2) s'est montrée toujours très libérale envers ceux qui étaient tombés malades ailleurs que dans la commune, elle a devancé la loi de 1851. D'après un ancien usage, elle reçoit, blanchit, héberge pendant trois jours les indigents de passage à Lyon. Elles reçoit

1. Bourland-Lusterbourg. *L'assistance publique à Lyon*, 1868.

2. Ravarin. *De l'assistance communale*

dans ses hôpitaux les malades de la ville, du département, de l'étranger même, usage remontant dans le passé, car de bonne heure l'industrie de la soie attira à Lyon de nombreux étrangers qui s'y fixaient après fortune faite ; dans leurs générosités ils stipulaient que leurs compatriotes seraient reçus et traités à l'égal des Français. Cette pratique ne va pas toujours sans abus, car souvent la présence de nombreux malades étrangers à Lyon oblige l'administration à faire attendre les pauvres de la ville ».

A Lille le nombre des malades belges admis gratuitement dans les hôpitaux est considérable ; leur nombre toujours croissant et les dépenses qu'ils nécessitent sont consignés dans les tableaux suivants (1).

Hôpital Saint-Sauveur.

Années.	Nombre de malades belges	Services de présence	Dépenses annuels
1887	435	13564	25808.96
1889	468	11346	26095.80
1891	569	11822	32027.88

Hôpital de la Charité.

1887	1311	31577	73574.41
1889	1340	32102	75439.70
1891	1544	33221	80540.02

1. Fascicule 59 du Consul supérieur de l'A. P.

Mais c'est à Marseille surtout que la question est intéressante à étudier, car c'est là que des mesures spéciales ont dû être prises pour éviter l'encombrement des hôpitaux par les malades italiens. Marseille est un lieu de passage soit pour les Italiens qui vont s'embarquer, soit pour ceux qui vont travailler dans le midi et le centre de la France : de plus un grand nombre d'étrangers trouvent de l'occupation dans son port et dans ses usines. Enfin les établissements de bienfaisance ont une réputation d'hospitalité, et le corps médical est renommé pour son savoir.

Aussi les hôpitaux marseillais ne tardèrent-ils pas à être envahis par les malades italiens ; en 1879 le nombre de ceux qui furent admis à l'Hôtel-Dieu et à la Conception fut de 3630 sur un total de 7851, et ils causèrent une dépense de 280.000 fr. (1).

Le Conseil Municipal et la Commission Administrative des hôpitaux s'émurent de cette situation ; un appel fut adressé à l'État à qui l'on demandait soit d'obtenir de l'Italie le paiement des frais de maladie de ses nationaux, soit de venir en aide aux hôpitaux par une subvention. Le ministre de l'Intérieur répondit (dépêche du 9 février 1880) par une fin de non-recevoir aux deux questions.

La commission administrative, résolut d'agir : un de ses membres M. Maglione fit un rapport dans le-

1. *Revue d'Administration*, 1896, 1897.

quel il exposa les résultats d'une enquête personnelle. D'après les renseignements obtenus la réciprocité ne peut exister pour l'Italie, « attendu que la gratuité n'est accordée aux étrangers dans les hôpitaux italiens que dans un certain nombre de villes : Gênes, Bologne, Milan, Naples, Tunis, Rome, (blessures graves et affections contagieuses seulement) ; ailleurs à Livourne, Pise, Florence, Palerme où les malades français ne sont admis qu'en payant un prix de journée variable, et dans certaines localités, nos consulats doivent en garantir le paiement (1) ».

La crainte de perdre le bénéfice d'une réciprocité si réduite ne pouvait faire hésiter la commission administrative.

Le rapporteur discutant ensuite les termes de l'article 1^{er} de la loi de 1851 prétend qu'il faut que l'individu soit *tombe* malade dans la commune pour y être secouru, et que Marseille, étant surtout un lieu de passage, retient plusieurs jours des gens en partance qui apportent d'ailleurs les maladies dont ils sont affligés (2).

La Commission administrative prit alors les décisions suivantes : 1^o le nombre des lits affectés aux malades étrangers ne sera que du tiers ; 2^o des lits ne seront

1. *Revue d'administration*, 1896-1897. *L'Assistance Publique à Marseille*.

2. Maglione. *Question relative à l'admission des étrangers malades dans les hôpitaux*.

accordés qu'aux étrangers **TOMBÉS** malades dans la commune.

La seconde décision fut seule approuvée par le préfet qui jugea la première contraire à la loi de 1851.

Selon nous la première était également inacceptable (1) car d'après une jurisprudence constante; l'obligation de l'établissement hospitalier s'étend au cas où la maladie a été contractée dans une autre commune si l'hospitalisation, n'est devenue nécessaire que pendant un séjour du malade dans la commune siège de l'établissement (2).

En pratique rien ne fut changé dans les hôpitaux de Marseille; le chiffre des Italiens soignés ne fit qu'augmenter 3.293 en l'année 1884, 3.487 en 1886.

A cette époque le Directeur Général des hospices fit appliquer les mesures suivantes: devant l'impossibilité de constater scientifiquement que l'indigent présenté à l'hôpital est tombé malade dans la commune, on avait décidé d'exiger avant toute admission la preuve d'un séjour à Marseille de 6 mois au moins: ensuite on décida de ne plus recevoir d'étranger dans un hôpital dès qu'il n'y aurait plus que 3 lits vacants. Grâce à ces mesures, le nombre des Italiens hospitalisés passa de 2.608 en l'année 1.887 à 1.730, en 1892, et à 1.313 en 1893 et la dépense annuelle fut en moyenne de 154.201 fr. 44.

1. *Pandectes Françaises*. V. *Domicile de secours*, n° 77.

2. *Voy. contrà. Répertoire Sirey*. V. *Assistance*, n° 668.

Les refus d'admission n'ont pas été si nombreux que peut le faire supposer la diminution des chiffres actuels car vite informés des difficultés qu'ils devaient rencontrer, les indigents italiens se sont présentés en moins grand nombre (1).

C'est à propos des faits précédents que M. le directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques demanda à la date du 9 février 1893 l'avis du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique.

Celui-ci à la date du 30 janvier 1896 eut à entendre le rapport fait sur la question par le Dr Chevallereau (2).

Sur la proposition de M. de Crisenoy, le Conseil d'Etat fut consulté sur l'interprétation de l'article 1 de la loi de 1851. Il émit dans sa séance du 25 février 1897 l'avis suivant :

« Le Conseil d'Etat qui sur le renvoi ordonné par le ministre de l'Intérieur a pris connaissance d'une demande d'avis sur la question de savoir si l'article 1^{er} de la loi du 7 avril 1851 oblige les hôpitaux à recevoir gratuitement les étrangers malades privés de ressources :

Vu la dépêche ministérielle du 18 mai 1896 ;

Vu les lois du 7 août 1851 et du 15 juillet 1893 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 1 de la loi du 15 juillet 1893 que l'assistance médicale gratuite est

1. *Revue d'Administration*, art. cité.

2. *Conseil supérieur de l'Assistance Publique*, fasc. 59.

réservée aux français privés de ressources et que les étrangers ne peuvent y prétendre que si leur nation d'origine a passé avec le gouvernement français un traité d'assistance réciproque.

Considérant qu'il suit de là que l'article 1^{er} de la loi du 7 avril 1851 qui dispose qu'un individu privé de ressources tombant malade dans la commune peut être admis dans un hôpital sans condition de domicile ne saurait s'appliquer qu'aux français malades sauf le cas visé par la loi de 1893 précitée ;

Est d'avis que les étrangers malades privés de ressources ne sont obligatoirement admis dans les hôpitaux que sous condition de réciprocité ».

Quelle que soit l'autorité qui s'attache aux avis d'une pareille Assemblée, qu'il nous soit permis cependant de critiquer le bien fondé de celui-ci.

C'est à l'aide de la loi de 1893 que le conseil d'État veut interpréter la loi de 1851 : il nous paraît cependant que le législateur a eu dans ces deux lois des intentions bien différentes. Alors que le législateur de 1851 trouvant une situation toute faite, des établissements hospitaliers pourvus de patrimoines provenant de générosités faites par des français et même des étrangers (c'est le cas pour Lyon) réglementait seulement le mode d'admission, celui de 1893 confiant au département l'organisation nouvelle d'un service d'assistance obligatoire, se trouve obligé de le restreindre aux seuls nationaux pour ménager les finances du pays.

En outre la loi de 1893 maintient expressément dans son article 25 § 2, les dispositions de l'article 1^{er} de la loi de 1851 et sans doute aussi l'interprétation libérale qui en était faite par les ministres de l'intérieur depuis 1863.

Quoiqu'il en soit, le président du Conseil Supérieur de l'Assistance reçut communication de cet avis.

Le Dr Chevallereau après en avoir pris connaissance posait les conclusions de son rapport au Conseil supérieur. Elles furent discutées dans la séance du 12 mars 1897; des avis contradictoires furent émis.

M. Loys Bruyère s'exprime ainsi... « Je demande qu'on discute s'il ne convient pas de mettre les dépenses de cette nature à la charge de l'État. Le gouvernement s'engagera à les faire disparaître en négociant des traités de réciprocité. La question n'étant pas locale mais nationale, la dépense doit par conséquent être portée au budget de l'État. C'est la seule manière pratique d'engager et de faire aboutir la question ».

M. Paul Strauss est d'avis que cette discussion est prématurée. « Le système de M. Bruyère, dit-il, offre de grands avantages car c'est l'État seul qui a le pouvoir de supporter ces charges. Mais nous ne pouvons pas aussi rapidement prendre une délibération qui touche à la loi de 1893 et à la loi de 1851 ».

M. H. Napias : « A Lille où on a absolument besoin de belges pour l'industrie il y a environ la moitié de la population ouvrière qui est belge et comme le disait

M. Olivier il n'y a que 20 0/0 de la population totale des hôpitaux qui soit d'origine belge. M. Olivier nous assure que ces belges sont indispensables aux industries lilloises ; dès lors il est difficile de dire : voilà des gens dont nous avons besoin chez nous pour notre travail que nous laissons venir chez nous, parce qu'ils nous sont utiles pour notre industrie et lorsqu'ils sont blessés ou malades, nous ne voulons pas les admettre à l'hôpital. C'est là un procédé qui me choque ».

« Mais ces maladies, ces blessures qui les amènent à l'hôpital ne sont-elles pas souvent occasionnées, soit par l'insalubrité générale de la cité, soit par les conditions du travail ? »

M. Sabatier : « Je commence par faire une distinction. Il y a parmi les étrangers des ouvriers qui viennent chez nous sollicités par l'industrie, c'est-à-dire par les patrons. Quelles sont les causes réelles de cette quantité d'étrangers en France ? Quels sont ceux qui en tirent profit ? Quels sont ceux qui doivent se charger de leur hospitalisation en cas de maladie ? J'estime qu'une taxe établie sur les patrons ne serait que le remboursement au pays des dépenses qu'ils ont occasionnées dans leur intérêt ou du moins du remboursement d'une certaine partie de cette dépense.

Je pourrais même demander si en réalité le soin de veiller sur les ouvriers n'est pas une obligation nationale. Lorsque dans son intérêt un patron sollicite la main d'œuvre étrangère pour faire concurrence à la

main d'œuvre nationale, lorsqu'il trouve un profit à l'installation des étrangers, il devrait supporter une partie des charges qu'il occasionne de ce fait au pays. Je crois qu'il y aurait là possibilité d'étudier la question utilement. »

« En ce qui concerne les autres étrangers c'est-à-dire ceux qui ne sont point en France à titre d'ouvriers, (nous avons en effet des étrangers qui ont fait fortune en France, d'autres qui sont inscrits à l'une des quatre contributions directes), ne pourrions-nous pas imposer à ceux-ci une taxe spéciale pour payer les frais de leurs compatriotes qui tomberaient malades ? Les étrangers en France ne sont pas astreints au service militaire, il serait très naturel qu'ils viennent reconnaître notre hospitalité au lieu et place de leur gouvernement qui s'y refuse. Je demanderai qu'une taxe soit établie sur les étrangers qui paient des contributions, proportionnelle à leur fortune. C'est dans des mesures de cet ordre que nous devons chercher la solution de la question des étrangers ».

M. Emile Rey : « Sous l'empire de la loi de 1851 il y avait pour les étrangers un régime privilégié : ils étaient mieux traités que les français, car dans certaines circonstances, il n'était pas nécessaire qu'ils tombent malades sur le territoire de la commune où il y avait un hôpital pour être admis dans l'établissement charitable.

Les consuls obtenaient facilement l'hospitalisation de leurs compatriotes. Pour les français il n'en était pas

de même... Aussi j'adopterai les conclusions du rapporteur pour faire cesser la situation privilégiée qui était faite aux étrangers. »

L'avis demandé par le Ministre de l'Intérieur, fut enfin voté, gardant dans sa rédaction les traces des discussions qui avaient été soulevées. Il est ainsi conçu : Le Conseil Supérieur est d'avis :

Qu'il est désirable que des traités d'assistance médicale réciproque soient conclus entre la France et les nations étrangères, ainsi que l'a prévu l'art. 1^{er} de la loi du 15 juillet 1893, mais que ces traités doivent avoir pour base le remboursement réciproque des frais ; qu'en attendant la conclusion de semblables traités les *hôpitaux doivent même en l'absence de toute obligation légale continuer à recueillir dans les conditions de l'art. 1^{er} de la loi de 1851 les étrangers blessés, atteints de maladies aiguës et spécialement de maladies épidémiques* ; que quant aux malades chroniques étrangers, ils ne doivent être admis qu'autant que les hôpitaux ont des places vacantes et les ressources nécessaires, et après que des démarches auront été faites auprès du consul de la nation à laquelle appartient le malade en vue d'obtenir l'engagement de rembourser les frais avancés par l'hôpital ; qu'il est à souhaiter que des faculté compatibles avec les intérêts de la sécurité nationale soient donnés aux étrangers pour organiser en France les moyens d'assistance qui leur sont nécessaires ».

En second lieu le Conseil supérieur renvoya à la deuxième section les vœux suivants :

Le Conseil supérieur de l'Assistance Publique propose les vœux : 1° Que les hospices soient admis à exercer un recours contre les employeurs pour les dépenses effectuées dans les hospices pour les ouvriers étrangers atteints de maladies aiguës jusqu'à concurrence de x..... jours d'hospitalisation.

2° Qu'une taxe variable et que la loi de finances fixerait pour une période déterminée soit perçue à titre de centimes additionnels sur les quatre contributions directes auxquelles seraient soumis les étrangers domiciliés en France. Dans les communes où par suite d'une subvention d'un gouvernement étranger, d'une libéralité de source quelconque, l'assistance aux étrangers sera assurée par des fondations suffisantes, les étrangers seront redimés de la taxe ; sans préjudice des traités qui pourraient être conclus avec tel gouvernement étranger.

3° Il est désirable que les communes intéressées au séjour des étrangers contribuent aux frais d'hospitalisation des malades étrangers qui continueront à être reçus dans les hôpitaux en cas d'urgence ».

Sans nous arrêter à ces dernières propositions qui ne constituent qu'un vœu provisoire, et où on sent percer les tendances défavorables aux étrangers que nous avons eu l'occasion de signaler, nous constatons que l'avis du Conseil Supérieur sur l'admission des

étrangers dans les hôpitaux français ne résout nullement la question et ne donne guère satisfaction aux plaintes des établissements hospitaliers.

La distinction qu'il veut établir entre les maladies aiguës et les maladies chroniques sera-t-elle aisée à constater ? Il est permis d'en douter, quand on connaît les plaintes des hôpitaux encombrés par les malades chroniques français qui ne trouvent pas de places dans les hospices.

Quant aux demandes qui seront faites auprès des consuls étrangers, elles n'ont que peu de chances d'aboutir, si ceux-ci n'ont pas d'instructions spéciales; et s'il n'y a pas de convention.

On pouvait compter à l'époque où fut votée la loi sur l'assistance médicale, que ce nouveau service viendrait en aide aux hôpitaux en ce qui concerne les étrangers.

Nous pourrions dans un chapitre spécial voir qu'il n'en est rien, que l'étranger en est formellement exclu.

Les établissements hospitaliers restent dans la même situation qu'auparavant : à eux de prendre les mesures nécessaires pour défendre leurs ressources ; nous sommes persuadés qu'elles sauront choisir celles qui ne nuiront pas au renom d'humanité de leur pays.

Il ne faut pas en pratique organiser une assistance trop efficace, portant remède à tous les maux possibles, elle provoquerait des abus immédiats. Si on ou-

vre sur un point quelconque du territoire un asile très hospitalier, où les admissions se font sans contrôle, on y verra accourir les indigents de tous pays, qui prendront le chemin de fer pour y parvenir plus vite. C'est ce qui a eu lieu pour Marseille et les malades italiens. Aussitôt que quelques rares mesures restrictives ont été prises, leur nombre a considérablement diminué, ils ont passé sans s'arrêter.

Examinons brièvement ce qui se passe à l'étranger ;

En 1890 sur le rapport de M. Archambaud, la Société Internationale pour l'étude des questions d'Assistance (1) résolut de mettre à l'étude les rapports d'assistance existant entre les diverses nations. Un questionnaire fut envoyé aux divers membres étrangers. Une des questions était ainsi posée ; le séjour à l'hôpital pour le traitement des maladies aiguës est-il accordé aux étrangers à quelque nationalité qu'ils appartiennent dans votre pays ?

Les réponses furent publiées dans le bulletin ; nous allons les analyser.

En Allemagne (2) les étrangers sont secourus d'une façon provisoire par l'Union Locale, mais c'est l'État fédéral auquel appartient cette Union qui paie définitivement les frais (3). En principe le même traitement

1. *Bulletin de 1892.*

2. *Mémoire de M. Reitzenstein, bulletin cité.*

3. Loi du 6 juin 1870, art. 60 et 63.

est assuré aux étrangers et aux nationaux, mais des différences peuvent résulter de l'existence d'œuvres, de fondations ou purement locales, ou affectées à certaines classes d'individus, *mais dont les bienfaits sont en principe réservés aux nationaux.*

De plus les Unions locales peuvent avec plus ou moins de facilités expulser les indigents étrangers.

En ce qui concerne l'Angleterre, (1) les personnes étrangères souffrant d'une maladie aiguë sont secourues dans n'importe quel hôpital. Pour certaines nationalités, il existe des hopitaux spéciaux. En général ces malades quelle que soit leur nationalité sont traités dans les hôpitaux, dans les dispensaires, dans les infirmeries par les soins de l'Assistance Publique.

En Belgique, le traitement à l'hôpital est accordé à l'étranger, sans conditions, sauf recours contre l'Etat (2).

En Danemarck, les étrangers qui deviennent indigents jouissent entièrement du même secours de la charité publique que les nationaux.

En Espagne, les malades atteints d'affections aiguës sont soignés dans les hôpitaux départementaux sans distinction de nationalité.

Il y a en Hongrie des hôpitaux publics entretenus

1. Mémoire de M. Loch, *bulletin cité*, et M. Block, *dic. d'Administration*, V^e Assistance publ'que.

2. *Circulaire du Ministre de la Justice Belge*, 2 février 1878

par l'Etat, les départements, les villes, les Sociétés religieuses ou laïques dans lesquels tous les malades pauvres sans aucune distinction, sont admis s'ils sont atteints d'affections aiguës : les frais de cure et d'entretien des étrangers dans ces établissements sont remboursés par le budget du Ministre de l'Intérieur : la loi garantit à tout étranger l'admission dans les hôpitaux publics.

En Suisse, les étrangers sont reçus dans les hôpitaux comme les nationaux.

On peut donc voir que l'hospitalisation gratuite des étrangers pauvres est une mesure générale, aucune nation civilisée n'a cru devoir s'en affranchir.

A la suite de cette enquête dont nous reproduisons les résultats les plus intéressants, une série de propositions destinées à résoudre la question de l'Assistance Internationale et à éclairer les parties contractantes, furent rédigées par M. Archambaud et vinrent en discussion devant les membres de la Société Internationale.

La première était ainsi conçue :

Art. I. — Les malades indigents atteints d'affections aiguës devront être soignés dans tous les pays et sans aucune réserve.

Cet article fut adopté sans discussion : il n'en sera pas de même des articles suivants comme nous aurons l'occasion de le montrer.

Appendice

Les renseignements fournis par les administrations hospitalières n'indiquent pas, sauf dans certaines villes que nous avons citées, Marseille, Lille, le nombre des étrangers qu'elles reçoivent annuellement. Ni le compte moral des hôpitaux de Paris, ni ceux de Rouen, Lyon, Bordeaux ne le mentionnent. Il est donc difficile de consulter exactement les charges imposées à nos établissements de bienfaisance par ce surcroît de malades.

Il nous a été permis cependant de connaître certaines statistiques résultant d'une enquête ordonnée par l'administration de l'assistance publique de Paris, enquête devant fournir le nombre d'étrangers reçus pendant les années 1895, 1896, 1897 dans les hôpitaux de la ville.

Ces renseignements n'ayant pas été publiés, nous n'avons pu les connaître que pour l'hôpital Necker.

*Etat des malades étrangers soignés à l'hôpital
Necker.*

Nationalité	1896	1896	1897
Allemands . .	245	230	232 y. compris pays annexés.
Américains. .	12	10	9
Anglais . . .	12	19	12
Australiens. .	»	»	1
Autrichiens .	8	7	3
Belges . . .	111	121	121
Chinois . . .	»	1	»
Danois . . .	1	»	»
Egyptiens . .	»	»	2
Espagnols . .	5	3	6
Grecs. . . .	4	1	5
Hollandais . .	7	7	6
Italiens . . .	59	44	44
Luxembourg .	35	39	21
Portugais . .	1	»	»
Russes . . .	17	10	15
Suédois . . .	1	»	»
Suisses . . .	43	44	46
Roumanie . .	6	3	3
Turcs	5	1	7
Sénégal-Gauby	»	»	»
London . . .	22	38	7
Syrie.	»	1	1
Total.	595	571	537
Français. . .	»	7277	»

En outre pendant le premier trimestre 1899 il a été reçu dans le même hôpital 98 étrangers tandis que 1898 français y étaient admis aux mêmes époques.

Parmi ces étrangers, nous avons constaté 30 belges, 11 italiens, 13 suisses, 6 russes, 18 allemands, 4 anglais, 5 luxembourgeois.

C'est environ cinq pour cent de malades étrangers reçus à Necker dans les dernières années.

Cela constitue en somme une charge assez légère, mais il ne nous est pas permis d'affirmer qu'elle n'est pas plus lourde dans les autres hôpitaux.

CHAPITRE II

Admission des étrangers à l'hospice.

S'il paraît tout naturel d'accorder à l'étranger privé de ressources, atteint d'une maladie aiguë ou blessé, un secours immédiat en l'admettant à l'hôpital, l'admission dans un établissement de Bienfaisance d'un vieillard dont l'état n'est destiné qu'à empirer, ou d'un incurable qu'il faudra traiter jusqu'à son décès est trop onéreuse pour qu'un Etat puisse faire sans réciprocité ce sacrifice à l'égard d'étrangers.

Le séjour à l'hôpital est court, en moyenne de quelques jours, le séjour à l'hospice peut durer dix ans, vingt ans et plus.

Les réserves que nous venons de formuler se trouvent chez tous les auteurs (1) et la législation les a traduites.

Le premier texte qui ait parlé de la question est conçu cependant dans des termes assez compréhensifs ; dans son article 16 le décret de vendémiaire an II dispose que « tout vieillard âgé de plus de 70 ans, sans

1. Derouin et Worms, *Journal de Chunet*, article cité.

avoir acquis de domicile ou reconnu infirme avant cette époque recevra les secours de stricte nécessité dans l'hospice le plus voisin ». L'application de cet article 16 ne pût être aussi libérale que ses termes le comportaient.

Rédigé à une époque où l'Etat après sa main-mise sur les Etablissements hospitaliers (loi du 23 messidor an II) s'était chargé d'une façon exclusive de l'assistance aux malheureux sous toutes ses formes, il était impossible qu'il s'appliquât à des établissements n'ayant que des ressources limitées.

Aussi les hospices ne devaient admettre que bien difficilement les étrangers alors qu'un grand nombre de Français réunissant les conditions nécessaires ne pouvaient y être admis.

M. de Melun (1) qui se montre dans son rapport si affirmatif en ce qui concerne les hôpitaux, l'est moins pour les hospices, « dans lesquels, dit-il, les admissions doivent se faire avec moins de facilité ». Et nous trouvons dans la loi de 1851 un écho de ces réserves ; l'article 2 dit en effet : « un règlement particulier rendu conformément au dernier paragraphe de l'article 8 (c'est-à-dire arrêté par la Commission administrative avec approbation préfectorale) de la présente loi déterminera les conditions de domicile et l'âge nécessaires pour être admis dans chaque hospice destiné aux vieillards et infirmes ».

1. *Moniteur Universel*, 28 décembre 1850.

Pleine liberté est donc donnée aux hospices pour admettre ou exclure les étrangers grâce à leur règlement de service intérieur.

L'insuffisance de leurs ressources leur a le plus souvent dicté la négative.

Il serait d'ailleurs facile de montrer combien le sort des vieillards et des incurables a été négligé, ils constituent à eux seuls le quart du contingent des mendiants des rues (1).

Un auteur a pu dire : « La détresse des vieillards indigents en France est une honte pour notre pays » (2).

Dans une organisation si insuffisante les vieillards et incurables étrangers devaient difficilement être secourus.

Certaines nationalités possèdent des hospices en France et peuvent secourir directement leurs nationaux (3). Pour les autres la France peut demander leur rapatriement ; un certain nombre ont été déjà obtenus avec l'Italie, avec l'Allemagne, avec l'Espagne et avec la Suisse (4).

1. Conclusions Archambaud, *Bulletin cité*, page 277.

2. Ch. Gide, *op. cit.* page 458.

3. Une maison de retraite de l'Assistance Publique, la maison Rossini, est destinée à fournir un abri aux chanteurs italiens et français tombés dans la misère : cette destination lui a été donnée par sa fondatrice la veuve du Compositeur.

(Derouin et Worms article cité).

4. *Bulletin de la société Internationale*, *op. cit.* p. 274.

Mais ces mesures ne peuvent être qu'exceptionnelles en l'absence de conventions expresses.

Les hospices à Paris sont une dépendance de l'administration générale de l'Assistance Publique; les admissions gratuites sont l'objet d'un règlement du 27 août 1829. Une Commission de 9 membres examine les demandes.

Pour être admis comme vieillard, l'indigent doit être secouru par le Bureau de Bienfaisance, avoir soixante et dix ans, et d'avoir le domicile de secours à Paris.

De même pour les incurables sauf l'âge. La commission d'enquête classe les demandes par ordre d'urgence; c'est le directeur qui prononce les admissions. Une moitié doit être choisie dans l'ordre de classement établi par la commission.

L'autre moitié est réservée aux autres admissions, soit par voie de transmission d'un hôpital dans un hospice, soit autrement. Le ministre de l'Intérieur a droit à une admission, le préfet de la Seine, le préfet de police chacun à une admission.

Les étrangers ne peuvent être mis sur la liste de la commission, car il faut avoir son domicile de secours à Paris. Mais ils peuvent être compris dans la seconde moitié.

Malgré l'insuffisance (1) relative de ses lits d'hospice

1. Déroutin et Worms, article cité p. 550.

Le directeur de l'Assistance, M. Napias exposait dernière-

gratuits (environ 11.000) (1) l'Administration a toujours consenti à admettre à l'hospitalisation les vieillards d'origine étrangère ayant passé dans la capitale de la France la majeure partie de leur vie. La moitié des étrangers ainsi hospitalisés se compose d'Alsaciens et de Lorrains, les autres sont Belges, Luxembourgeois, Suisses et Italiens, les autres sont en nombre infime.

Dans les hospices départementaux, les règlements de service intérieur approuvés par le préfet, déterminent les conditions d'âge et de domicile nécessaires pour être admis dans chaque hospice.

Pouvait-elle exiger les conditions de domicile de la loi de l'an II? Une circulaire ministérielle antérieure à la loi de 1851 avait décidé l'affirmative. Mais nous pensons qu'elle est tombée en désuétude et que la plus grande latitude doit être laissée aux Commissions hospitalières. Quelques-unes en ont usé pour recevoir un certain nombre d'étrangers. A Lille 314 vieillards

sont admis au Conseil municipal (voy. *Revue philanthropique*, 1899) l'insuffisance des secours hospitaliers en faveur des vieillards. Le nombre des lits pour cent habitants n'a fait que décroître depuis le début du siècle.

Les demandes d'admissions, très nombreuses émanent de 193.359 vieillards français de plus de soixante ans et de 12.504 vieillards étrangers.

1. *Compte moral de l'Administration de l'Assistance publique*, pour l'année 1885.

et 54 incurables belges sont reçus à l'hospice général en 4 ans de 1888 à 1891 occasionnant une dépense annuelle de 118.320 fr. (1) A Tourcoing un tiers des vieillards hospitalisés étaient de nationalité belge en 1895 (2).

Les vieillards et infirmes que le manque de place ne permet pas d'hospitaliser reçoivent des bureaux de bienfaisance des secours représentatifs du séjour à l'hospice ; mais ce sont là des secours annuels qui en principe ne doivent pas être attribués à d'autres qu'à des Français.

Les vieillards et les infirmes peuvent aussi en France être reçus dans les dépôts de mendicité, qui existent dans un certain nombre de départements. Mais le préfet n'autorise d'ordinaire les hospitalisations que s'ils ont le domicile de secours dans une des communes du département, il n'autorisera donc pas l'admission d'étrangers.

Enfin la loi de finances de 1898 édicte que l'Etat participera à toute pension supérieure à 80 francs et inférieure à 100 francs constituée d'après les dispositions de la loi du 15 juillet 1893 en faveur de tout vieillard âgé de plus de soixante-dix ans ou infirme avant cet âge et incapable de pourvoir à ses besoins,

1. Document fourni par l'Econome de Lille au Ministre pour servir à l'enquête du Conseil supérieur.

2. *Conseil supérieur de l'assistance Publique*, fasc. 59.

sans que le nombre des pensionnés puisse dépasser deux pour mille du total de la population.

Mais nous verrons plus loin en étudiant la loi du 15 juillet 1893 que ses bienfaits ne sont étendus aux étrangers que si leur nation a conclu avec la France un traité d'assistance. Puis que il n'en est pas encore, aucune pension ne pourra être attribuée aux vieillards et incurables étrangers.

Dans ces dernières années, on s'est préoccupé cependant du dénuement dans lequel se trouvait la vieillesse indigente ; la triste situation du travailleur vieilli a révolté le sentiment de justice de quelques-uns, et on a voulu faire quelque chose pour lui, organiser en sa faveur une assistance obligatoire analogue à celle qui existe pour le malade pauvre.

En 1872, le conseil supérieur de l'Assistance Publique élaborait un projet de loi d'assistance aux vieillards ; le rapporteur M. Sabran (1) montrait quel était leur dénuement.

« Dans beaucoup d'endroits, écrivait-il, les vieillards et les incurables, seraient laissés sans soins et sans nourriture, s'ils n'étaient pas secourus par les œuvres privées telle que l'œuvre des Petites sœurs des Pauvres, qui à l'heure actuelle assiste plus de 18.000 vieillards ».

« Il y a en France 55.000 lits à la disposition des vieil-

1. *Fascicule 37, Conseil supérieur de l'assistance publique* page 8.

la rds mais par le fait du défaut d'organisation méthodique 7 ou 8 mille de ces lits restent inoccupés. Les commissions hospitalières, en effet, ne peuvent recevoir la plupart du temps, des vieillards des communes étrangères ».

Il fut décidé que l'assistance serait obligatoire et et donnée dans la commune.

C'est ce projet du Conseil supérieur, qui a été déposé à la Chambre des députés sous forme de proposition par MM. Emile Rey et Lachièze durant la session de 1895 : il n'est pas venu en discussion.

Depuis, un projet a été déposé au Sénat par M. Paul Strauss, et enfin M. Barthou en a signé un autre préparé pour le gouvernement.

Il serait fort à souhaiter qu'une solution quelconque vienne mettre fin à une situation qui ne peut se prolonger dans notre pays.

D'ailleurs aucun de ces projets de lois ne contient de dispositions spéciales à l'égard des vieillards, ou incurables étrangers. C'est assurément regrettable, mais pourrait-il en être autrement dans l'état actuel des choses ?

Examinons maintenant comment sont traités chez les nations voisines les vieillards et incurables étrangers.

En Belgique, l'étranger ne jouit pas comme les Belges des asiles pour la vieillesse ; il n'en est pas exclu là pourtant, mais dans la pratique, les lits très limités en nombre qui existent dans ces établissements, sont

habituellement réservés aux Belges, cela va de soi (1).

En Espagne les vieillards et incurables ne sont recueillis dans les hospices départementaux que s'ils ont acquis le domicile de secours.

En Hongrie, les étrangers pouvant acquérir le domicile de secours, il n'y a pas d'obstacle légal à ce que les étrangers soient admis dans les hospices, mais ceux-ci n'existant qu'en petit nombre, le indigènes l'emportent.

La Suisse s'efforce de rapatrier les vieillards, et incurables étrangers qui se trouvent sur son territoire.

L'Angleterre agit de même : mais elle peut les recevoir dans ses maisons de travail, dont un quartier a le caractère d'un véritable hospice.

En Allemagne le principe tendant à assurer l'égalité du traitement est mitigé par la faculté d'expulsion vis-à-vis des indigents étrangers.

On peut voir que partout la situation est identique : les ressources manquent pour les soins à donner aux nationaux, il en est de même à plus forte raison pour les étrangers. Mais il faut reconnaître qu'un certain nombre de pays a cherché au moyen de l'assistance obligatoire à soulager la misère des vieillards ; la France n'a pas encore marché dans cette voie, la seule qui puisse mener à une solution équitable.

1. *Bulletin de la Société Internationale*, 1892, page 248.

A la suite de l'enquête sur l'Assistance Internationale dont nous avons reproduit les résultats relatifs aux vieillards et incurables, des conclusions ont été établies par M. Archambeaud, rapporteur. Elles donnent à la question une solution très libérale, qui risquerait d'être modifiée par les nécessités budgétaires si elle inspirait un projet de loi.

« Ici dit l'honorable rapporteur, (c'est-à-dire en ce
« qui concerne le vieillard et l'incurable) le cas n'est
« plus le même : la charge qui va incomber à l'Etat
« peut durer 10, 20 ans et 50 ans s'il s'agit d'un incurable.

« Est-ce à dire que ce vieillard ou cet incurable doive
« rester sans soins ? Nous ne le croyons pas bien que
« malheureusement dans beaucoup de pays encore, il
« en soit ainsi même en France, tant que n'aura pas
« été mise en application la loi sur l'Assistance Médicale soumise actuellement au Parlement.

« Si l'humanité seule nous dit qu'il faut leur venir en
« aide, elle ne nous commande point comme pour les
« malades de les secourir tous sans distinction et nationalité.

« Pour ce qui concerne le vieillard on lui doit l'assistance parce que durant sa vie, il a travaillé à la
« prospérité du pays dans lequel il a vécu : alors en
« faisant intervenir le domicile de secours, il nous
« semble qu'étant admise la limite d'âge de 65 ans, il
« n'est point exagéré de dire qu'il aura dû séjourner

« au moins dix ans dans le pays qui lui accordera le
« bénéfice de l'assistance jusqu'à la fin de sa vie. S'il
« n'a pas dix ans de domicile, il sera secouru de suite
« néanmoins, mais on préviendra la nation où l'indi-
« gent a son domicile de secours, et cette dernière
« décide si elle doit rapatrier l'assisté à ses frais ou
« si elle veut payer les frais de séjour dans l'établis-
« sement qui a fait l'hospitalisation ou la pension re-
« présentative.

« Ces négociations doivent avoir lieu dans le délai
« le plus bref possible et pour éviter toute complica-
« tion il ne devra jamais être rien réclamé pour les
« dépenses occasionnées par le vieillard depuis le
« moment de son admission jusqu'à celui de la déci-
« sion de la nation intéressée.

« Même solution pour les infirmes et incurables, à
« moins que le sujet ait moins de vingt-et-un ans,
« auquel cas c'est du domicile de secours du père ou
« de la mère, qu'il faudra tenir compte ».

A la suite de ce rapport, une série de propositions furent soumises à l'approbation de la Société internationale, la première était ainsi conçue (1) :

Art. 2. — « Les vieillards ayant atteint l'âge de 65 ans qui auront été reconnus dignes d'être admis aux secours seront assistés par la nation dans laquelle ils auront vécu pendant dix années consécutives avant cet âge.

1. *Revue d'assistance*, 1894.

Les infirmes incurables et aliénés seront secourus par la nation dans laquelle ils auront vécu dix années consécutives avant leur infirmité s'ils ont atteint l'âge de vingt et un ans, ou s'ils ont moins de vingt et un ans par la nation dans laquelle le père ou la mère aura vécu dix ans ».

C'est cet article qui fut discuté dans la séance du 19 janvier 1896 (1).

M. Drouineau fit les objections suivantes : « Je me permets de faire remarquer que nous occuper de l'assistance des vieillards étrangers, me paraît absolument prématuré : nous n'avons pas encore tranché en France la question de l'assistance de ces vieillards et il me semble que c'est trop tôt chercher à faire un traité international pour soulager les vieillards quand ceux-ci auront séjourné 10 ans dans les divers pays alors que chez nous, nous ne sommes pas encore arrivés à établir les principes de l'assistance à leur donner... Autant j'étais disposé à accepter ce qui concerne les malades autant je m'éloigne de lui (du rapporteur) pour les autres propositions qui ont un caractère tellement spécial que nous ne pouvons pas nous engager à moins que nous ne nous contentions d'une œuvre platonique.

Je demande que la proposition concernant les vaillants étrangers soit ajournée jusqu'à ce que les condi-

1. *Revue d'Assistance*, 1894, page 25.

tions de notre assistance en France soient telles que nous puissions nous présenter vis-à-vis des étrangers, en leur disant ! Voilà ce que nous faisons tâchons de nous entendre ».

M. TH. Roussel, président. « Il n'est pas douteux que nous anticipons un peu Je crois que cette proposition quoique digne d'intérêt pourra être ajournée ».

M. Archambaud pour la défense de ses conclusions :
« Le rapport contient une série de desiderata ou des vœux à exprimer : ce sont ces vœux que j'ai cherché à rendre d'une façon aussi précise que possible, j'ai voulu poser des principes généraux qu'on puisse, dans les pays mêmes où l'Assistance n'est pas organisée, mettre facilement en pratique.

Lorsqu'on vous dit qu'on ne peut pas s'occuper des vieillards étrangers parce que en France la loi concernant les vieillards et les incurables n'est pas votée, vous ne remarquez pas que quand vous l'aurez votée en France, c'est la Belgique, c'est l'Espagne qui ne l'auront pas. J'ai voulu au contraire que dès à présent, avant même qu'il y ait des lois absolument fixes, dans tous les pays on puisse s'occuper de ces questions et faire un traité international. Si nous attendons que chaque pays ait sa loi nous ne ferons jamais rien.

« Ce que j'ai voulu, c'est qu'on put faire un traité entre les différents pays, traité qui n'obligerait aucune

nation à secourir les étrangers mais qui lui donne au contraire la facilité de s'en débarrasser.

C'est une chose très importante, et vous n'aurez pas besoin d'avoir une loi sur l'Assistance aux vieillards incurables pour les renvoyer dans leur pays. Je ne vois pas du tout qu'il soit prématuré de dire que lorsqu'un vieillard aura 65 ans et sera infirme, le gouvernement le prendra à sa charge. Si c'est un Français par exemple qui se trouve en Turquie, le gouvernement turc écrira au gouvernement français : J'ai depuis trois jours tel vieillard ; je continuerai à le traiter si vous voulez payer pour lui, sinon je le rapatrierai. Et il le rapatriera soit à ses frais, soit aux nôtres, selon que le traité international aura été accepté ».

Le scrutin qui termina la discussion donna tort aux conclusions du Dr Archambaud et l'article 2 fut repoussé.

Dans l'état actuel des choses, c'était une solution qui s'imposait.

CHAPITRE III

Les Etrangers et les Secours des Bureaux de Bienfaisance

L'assistance aux indigents valides est la plus difficile à admettre, celle qui a été pratiquée le plus tardivement. Il peut paraître étrange de venir au secours d'un individu qui possède les moyens communs aux autres hommes pour subvenir à ses besoins, qui n'est affectée d'aucune infériorité dans la lutte journalière. Mais c'est précisément parce qu'il y a lutte, une lutte qui devient de jour en jour plus ardente qu'il doit y avoir des vaincus. A mesure que les moyens de production deviennent plus intenses, que le progrès s'affirme dans l'industrie, les crises deviennent plus fréquentes, le chômage plus régulier, la pauvreté passant à l'état permanent devient le paupérisme.

Ce sont ces pauvres modernes qu'il faut secourir puisque la majorité des hommes profite d'un état de choses nouveau, elle doit indemniser ses victimes.

Des secours sont donc fournis aux indigents valides les bureaux de bienfaisance sont chargés dans les

communes de France de les distribuer. Les indigents étrangers seront-ils appelés à bénéficier de ces secours ? Puisqu'ils ont une nation, ne vaut-il pas mieux les y renvoyer ? Un certain nombre de pays ayant eu à souffrir d'une invasion de malheureux émigrés par suite de la misère qui les frappait chez eux ont pris des mesures pour l'arrêter. Les États-Unis (loi du 3 août 1882) refusent d'accepter les émigrants dépourvus de ressources ; leurs consuls doivent s'opposer dans les ports d'embarquement au départ de ces indigents (1).

Un grand nombre de pays se réservent le droit de mener à la frontière les indigents étrangers ; une loi belge du 16 mars 1876 permet de les renvoyer sur la demande des administrations charitables.

En France une loi du 3 décembre 1849 art. 7 et 8, complétée depuis par le décret du 5 octobre 1888 per-

1. Dans sa session de Genève, 1892, l'institut de Droit international a proposé la règle suivante :

Art. 12 — L'entrée du territoire peut-être interdite à tout individu étranger en état de vagabondage ou de mendicité, ou atteint d'une maladie de nature à compromettre la santé publique.

Art. 28 — Peuvent être expulsés :

1° Les étrangers en état de mendicité ou de vagabondage ou à la charge de l'Assistance publique.

Annuaire de l'Institut de Droit International, 1892, 1894, pages 224.21.

met au Ministre de l'Intérieur et au Préfet dans les départements frontières d'enjoindre à tout étranger voyageant ou résidant de sortir immédiatement du territoire (1).

Mais il n'est usé de ce moyen que vis-à-vis des individus suspects ou ayant commis des crimes ou des délits (2). De plus notre pays a limité ce droit par des conventions internationales (3).

Il est admis en pratique que les étrangers ne sont pas en France exclus des secours donnés par les Bureaux de Bienfaisance.

Ni le décret de vendémiaire an II, ni la loi de primaire an V instituant les bureaux de bienfaisance ne mentionnent les étrangers ; bien plus, cette dernière obli-

1. L'expulsion des étrangers était déjà autorisée spécialement par les lois des 10 vend. an IV, 18 pluviôse an IX et le décret du 5 juillet 1808.

La matière a fait l'objet de plusieurs instructions des ministres de l'Intérieur et de la Justice, la dernière est du 23 janvier 1891.

Clunet, 1890, page 445.

2. Dans les statistiques officielles, de 1876 à 1880 la moyenne des expulsions prononcées en France est de 2883, tandis que de 1881 à 1885 le nombre avait atteint 4275. *Clunet*, 1890, page 417.

3. Avec la Suisse (23 février 1882), avec la Bavière (30 mai 1868) Allemagne (10 mars 1871) Russie (1 avril 1874) Angleterre (28 février 1882).

ge les mendiants à réintégrer la commune où ils ont leur domicile de secours.

En vertu du décret du 13 avril 1861 ce sont les Commissions Administratives des Bureaux de Bienfaisance qui avec l'approbation du préfet sous-préfet rédigent leurs règlements intérieurs, lesquels mentionnent les conditions d'admission au secours.

Elles sont libres d'admettre ou d'exclure les étrangers. « La commission d'un Bureau de Bienfaisance excluerait-elle d'une façon absolue l'étranger de ses distributions, cette clause serait à l'abri de toute critique. Rien ne l'oblige à secourir l'étranger, et si elle le fait c'est pure libéralité » (1).

Nous pouvons constater que cette libéralité est fréquente dans nos bureaux de bienfaisance.

Dans toute la France, (Paris excepté) il a été secouru en 1896 par ces Bureaux 55.209 étrangers pour 1.476.571 français (2).

Parmi les départements où les indigents étrangers sont les plus nombreux, citons les Alpes-Maritimes où ils ont été 8.628 pour 16.239 Français, les Ardennes 1.152 pour 8.647 Français, les Bouches-du-Rhône 1.050 pour 29.080 Français, le Nord 28.300 pour 215.361 Français etc...

1. Ravarin, *Assistance Communale*, page 353.

2. *Statistique générale de la France pour l'année 1896*, page 139.

A Paris les règlements des Bureaux de Bienfaisance ont été rédigés par l'autorité supérieure d'abord en 1860, puis dans un décret de 1886, enfin dans celui du 15 novembre 1895. Il y est distribué deux sortes de secours, les secours *permanents* et les secours *temporaires*, les premiers représentant pour les malheureux qui les reçoivent le séjour à l'hospice qu'il est impossible de leur procurer.

Le règlement de 1860 admettait les étrangers aux secours permanents quand ils étaient domiciliés à Paris depuis dix ans au moins, et aux secours temporaires sans condition et de la façon la plus libérale (1).

Au début de 1888 un recensement opéré par l'administration de l'Assistance Publique nous apprend que sur 51.000 chefs de famille inscrits aux secours permanents, les étrangers comptaient pour 2.739 dont 748 allemands, 1.224 belges, 271 hollandais, 195 italiens, 149 Suisses (2).

Un décret portant règlement d'administration publique du 12 août 1886 après avoir transformé en secours *annuels* les secours permanents, ce qui en pratique revient au même, décide dans son article 32 que les personnes de nationalité française ayant leur domicile

1. Derouin et Worms, *article cité*.

2. *Renseignements statistiques recueillis au cours de l'année 1885 sur la population indigente à secourir en 1886*. (Publication de l'administration de l'Assistance publique).

de secours à Paris sont seules admises à recevoir les secours annuels.

Il ne modifie rien quant aux secours temporaires. On continue d'ailleurs à inscrire sur la liste des secours annuels les personnes qui y figuraient avant la mise en vigueur du décret, mais on n'en porte plus de nouveaux.

Aussi le chiffre des étrangers inscrits de 2.739 en l'année 1887 passe à 590 en 1890 (1).

Le décret de 1895 n'a rien modifié aux dispositions qui précèdent :

Cette solution devait s'imposer dans un pays où les étrangers sont incapables d'acquérir un domicile de secours après un stage, et où il est bien difficile de faire des différences entre ceux qui méritent les secours

1. Ici nous trouvons une différence assez grande entre les chiffres fournis par le conseil supérieur et l'article de MM. Derouin et Worms d'une part, et d'autre part ceux fournis par les *Renseignements de statistiques* publiés par l'administration de l'Assistance publique. Ceux-ci notent 797 étrangers à secourir en 1891, chiffre supérieur à celui de 1890 alors que par voie d'extinction ce devait être le contraire. La cause en est selon nous, que dans les documents de l'Assistance publique figurent les indigents titulaires, de secours représentant le séjour à l'hospice (30 fr. par mois) qu'on a dû accorder à un certain nombre d'étrangers. Ces mêmes documents signalent en 1895, 902 étrangers, en 1896, 1095 et en 1897 918. (*Documents cités*, années 1897-1898).

par une résidence prolongée et ceux qui n'en sont pas dignes.

« C'est, dit le rapport Archambaud à la Société Internationale (1) au sujet des indigents valides que se soulève la question d'Assistance Internationale la plus grosse et la plus difficile ; que faire dans les pays où l'assistance n'est pas obligatoire ? Deux cas peuvent se présenter : ou bien l'indigent est venu sans ressources et sans moyens d'assistance s'installer dans un pays qui n'est pas le sien, et y tombe dans la misère. Il sera reconduit à la frontière après avoir subi la prison.

« S'il tombe indigent après avoir travaillé, il devra être secouru momentanément : si sa misère est chronique et prolongée, il sera rapatrié dans la nation où il a un domicile de secours de dix ans. »

Il nous paraît évidemment indispensable, d'opérer une sélection entre ces vagabonds internationaux qui lassent successivement la charité des divers pays qu'ils traversent, et les émigrés qui peut être sans, esprit de retour viennent pendant de longues années coopérer à la production nationale d'un pays.

Examinons la situation faite aux indigents valides étrangers dans les pays voisins.

En Allemagne (2), le principe de l'égalité de traite-

1. *Bulletin* de 1892.

2. *Bulletin* cité, 1892, page 242.

ment est appliqué aux indigents valides comme aux autres : mais il n'en découle pas, en pratique une complète égalité, car la plus ou moins grande facilité avec laquelle, les unions locales peuvent expulser les étrangers vient l'atténuer. Comme ce sont elles qui doivent payer les frais de voyage, plus elles sont rapprochées de la frontière, plus les expulsions sont fréquentes.

En Angleterre, les étrangers jouissent, au point de vue de l'assistance paroissiale des mêmes droits que les nationaux (1).

En Belgique la loi du 24 mars 1876 en son article 16 édicte que : « Tout indigent en cas de nécessité sera secouru provisoirement par la commune où il se trouve ».

Il n'y a pas à distinguer entre étrangers et régnicoles, les premiers seront secourus à l'égal des seconds, les bureaux de bienfaisance y pourvoient. D'ailleurs l'étranger comme nous l'avons vu plus haut peut acquérir un domicile de secours. Le rapatriement est chose peu usitée à l'égard des mendiants et vagabonds, car il n'est le plus souvent qu'une cause de frais et d'embarras.

Le Danemark a conclu des traités suivant lesquels le traitement des indigents valides étrangers doit être identique à celui des nationaux : mais même en l'absence des traités ils sont secourus fort généreusement.

1. Block. *Dictionnaire d'administration*, v. *Assistance publique*.

En Espagne, il n'y a pas d'assistance officielle pour les indigents valides.

Il est de même en Hongrie : si ces étrangers ne reçoivent pas de secours de la charité privée, ils risquent d'être bannis de la commune. Par arrêté spécial, des étrangers peuvent être autorisés à la quête dans le but de faciliter leur retour dans leur patrie ou le passage par le pays.

Enfin quelques-uns de ces États ont parfois conclu des traités où se trouve réglé soit le traitement réciproque soit le rapatriement des indigents étrangers.

Appendice.

HOSPITALITÉ DE NUIT.

Parmi les secours que l'indigent peut encore recevoir dans la commune nous pouvons citer l'hospitalité de nuit, procurée dans un grand nombre de villes par des Sociétés privées, et en outre à Paris par la municipalité.

L'étranger y participe dans une mesure très large.]

A Paris dans les refuges municipaux sur un total de 24.673 individus recueillis à l'asile du quai de Valmy il y avait 972 étrangers, et sur 17.520 individus recueillis à l'asile de la rue du Château-des-Rentiers il y avait 665 étrangers (1).

1. *Annuaire de la ville de Paris* 1898.

Quoique les œuvres d'initiative privée ne rentrent pas dans le cadre de cette étude nous voulons faire voir quelle large part les étrangers prennent à l'assistance de nuit.

En 1892, à Paris, sur 1000 individus secourus par l'œuvre de l'hospitalité de nuit, il y avait 882 français et 118 étrangers.

A Lyon	—	806	français	164	étrangers
Bordeaux	—	941	—	59	—
Six	—	866	—	134	—

La majorité de ces étrangers appartenait aux nationalités allemande, belge, italienne et suisse (1).

1. *Revue d'Assistance: Bulletin de la Société internationale* 1894, article de M.Drouineau.

DEUXIÈME PARTIE

L'ASSISTANCE DONNÉE AUX ÉTRANGERS DANS LE DÉPARTEMENT.

CHAPITRE I

L'Assistance Médicale gratuite et les Étrangers.

Par deux circulaires des 15 avril 1854 et 22 avril 1855, le ministre de l'intérieur invitait les Conseils généraux à créer dans leur département un service médical gratuit en faveur des habitants pauvres des campagnes.

Peu d'empressement fut mis à répondre à cette invitation ; en juin 1893, 48 départements seulement avaient organisé le service, et les Conseils généraux n'avaient pu le faire que dans les communes qui acceptaient de payer la part mise à leur charge dans les dépenses, en tout 13.302 communes comprenant 11.635.981 habitants (1).

1. Campagnole *op. cit.*

L'organisation variait suivant les départements, mais en général il y avait des médecins cantonaux, leur service était réglé par des arrêtés préfectoraux.

La liste des familles ou des individus admis au service de l'assistance était arrêtée par une commission spéciale : c'était tantôt le Conseil Municipal lui-même, tantôt la Commission Administrative du Bureau de Bienfaisance.

Dans ces communes, les étrangers étaient-ils inscrits sur les listes ? Nous n'avons pas de renseignements à cet égard, mais il est probable que cette faveur a dû leur être accordée à maintes reprises, que les communes où résident un grand nombre de travailleurs étrangers ont dû se montrer libérales vis-à-vis d'eux.

La loi du 15 juillet 1893 a-t-elle organisé en faveur des étrangers une assistance médicale analogue à celle qu'elle organisait pour les nationaux ?

La loi de 1851 ouvrant aux étrangers malades la porte des hôpitaux, il aurait semblé naturel qu'on leur procurât aussi cette assistance.

Mais il faut songer que le législateur organise une assistance obligée, qu'il engage les finances de l'Etat, des départements et des communes.

Il peut craindre de grever trop lourdement leur budget, de voir accourir dans nos départements frontières des étrangers qui viendront y jouir d'un service qui n'existe pas chez eux.

Ces préoccupations se trahissent déjà dans l'exposé

des motifs d'un projet de loi déposé le 5 juin 1890 sur le bureau de la Chambre par MM. Constans, Fallières et Rouvier (1). « Il n'a pas paru possible d'étendre en faveur des étrangers l'obligation de l'assistance médicale. Une telle règle ne saurait être admise qu'autant que nous Français, nous serions assurés de la réciprocité. »

« Et quelle serait l'autorité du gouvernement pour discuter sur ce point avec une puissance étrangère, pour obtenir d'elle en échange des soins donnés à ses nationaux des avantages égaux en faveur des Français résidant chez elles, si d'avance la loi avait fait une obligation d'accorder gratuitement les secours médicaux à tous les étrangers pauvres. Telle est la raison principale qui a conduit le Conseil Supérieur d'abord, le gouvernement ensuite à n'établir l'obligation de l'assistance qu'au profit des Français ».

La loi de 1893 dans son article 1 § 3 tranche la question de la façon la plus catégorique : en outre des conditions générales imposées à nos nationaux (la qualité de malades privés de ressources) les étrangers devront pour pouvoir invoquer le bénéfice de l'assistance médicale gratuite appartenir à une nation qui aura passé avec la France un traité d'assistance réciproque.

Or, à l'heure où nous écrivons aucune nation n'a conclu avec nous un pareil traité.

1. *Journal Officiel*. Chambre. *Annexes*.

Quelle va donc être la situation d'un étranger indigent frappé d'une maladie aiguë dans une commune dépourvue d'hôpital ?

Pendant la discussion de la loi au Sénat M. Th. Roussel prononça les paroles suivantes : « On a compté que l'étranger qui tombe malade dans les conditions de dénuement qui réclament les secours de l'assistance CONTINUERA en fait, quoiqu'il soit originaire d'un pays qui n'est lié par aucun traité de réciprocité d'assistance avec la France, à être secouru comme il l'a été jusqu'ici (1).

Le cas peut se présenter, par exemple s'il y a dans la commune un bureau de bienfaisance, ou si la commune a un service particulier d'assistance médicale.

Mais en général, dans une commune dépourvue d'hôpital, l'étranger malade devra renoncer à tout secours de la bienfaisance publique.

Telle est la solution qui s'impose depuis la circulaire de 1894 émanant du ministre de l'intérieur (2) qui précise la loi, et d'après laquelle les étrangers ne seront pas inscrits sur la liste d'assistance médicale, et les frais que causeraient leur maladie ne seront pas payés par la caisse d'assistance médicale.

Le seul cas où le maire aurait le droit d'admettre l'étranger à l'Assistance Médicale comme un français

1. Sénat *in extenso*, année 1893.

2. *Bulletin du Ministre de l'intérieur*. Suivie de l'arrêté ministériel 23 novembre 1893.

sans domicile de secours serait celui où il serait atteint de ces maladies épidémiques dont la déclaration a été rendue obligatoire par la loi du 30 novembre 1892.

Il agira ainsi par extension des attributions de police municipale que lui donne l'art. 97 § 6 de la loi du 5 août 1884.

Mais ce ne serait pas là une mesure d'assistance.

Comme conséquences d'une pareille situation, on verra les étrangers malades quitter le jour où ils seront atteints de quelque affection la commune de leur résidence et venir encombrer les établissements hospitaliers qui se verront obligés de les recevoir.

Ce n'est pas évidemment ce qu'a cherché le législateur ; il pensait que l'assistance médicale rendrait moins chargé le service des Etablissements hospitaliers ; il espérait que dans un bref délai des traités d'assistance seraient conclus. Quelques membres du Sénat é mirent cependant des doutes sur la possibilité de conclure de pareils traités.

Dans la séance du 13 mars 1893, M. le commissaire du Gouvernement avait dit :

« Le gouvernement est absolument disposé à entrer en négociation avec les nations voisines. »

Dans une séance postérieure (11 juillet 1893) M. Lessouëf s'exprima ainsi : (1) « Je me demande s'il sera

1. Sénat, *in extenso*, Séance 11 juillet 1893.

« facile de passer des traités avec les nations d'origine :
« l'honorable M. Bardoux avait dit : serait-il possible
« de savoir s'il existe déjà des traités d'Assistance
« Réciproque avec les nations frontières par exemple,
« et dans le cas où il n'y en aurais pas, M. le rappor-
« teur ou M. le commissaire du gouvernement ne
« pourrait-il nous dire si le gouvernement serait dis-
« posé à prendre l'initiative de pareilles négociations ?
« M. le commissaire du gouvernement a fait observer
« avec raison que, comme il n'y avait pas de loi d'as-
« sistance en France, il ne pouvait y avoir de con-
« trat d'assistance entre la France et les autres na-
« tions.

« Il ajoutait : Nous sommes convaincus que le fait
« seul de l'existence de la loi facilitera les traités à
« contracter.

« Eh bien ! je ne partage pas cette confiance.

« Avec quelles nations voulez-vous faire des traités
« d'assistance ? Avec l'Angleterre ? Mais vous savez
« qu'en Angleterre les hôpitaux sont des fondations
« particulières entretenues par des donateurs et des
« bienfaiteurs.

« Elles sont absolument indépendantes du gouver-
« nement qui n'a aucune espèce d'injonction à leur
« adresser pour la réception de malades étrangers. On
« ne peut y être admis qu'à la recommandation d'un
« donateur ou bienfaiteur ; il en résulte que les person-
« nes privées de ressources et étrangères ont beau-

« coup de mal à se faire hospitaliser en Angleterre.
« C'est ce qui a porté la colonie française de Londres
« à fonder un hôpital français qui, et c'est son hon-
« neur, non-seulement secourt les français malades,
« mais même les indigents de toutes les autres nations.
« Voilà donc une nation avec laquelle vous ne pouvez
« pas, à mon sens du moins, conclure de traité d'as-
« sistance.

« Pouvez-vous en conclure avec la Belgique ? Je ne
« le crois pas. La Belgique a une loi d'assistance qui
« date du 27 novembre 1891 et aux termes de cette
« loi, article 2, il est dit : Les frais de l'entretien et
« du traitement des indigents admis dans les hôpitaux
« et de l'assistance de leur famille pendant leur sé-
« jour à l'hôpital, et ceux de l'assistance accordée aux
« enfants, de moins de seize ans, orphelins de leur
« père et mère, ou de leur père, et aux vieillards de
« plus de 70 ans, sont remboursés à la commune
« lorsque l'indigent secouru à son domicile de secours
« dans une autre commune, ou n'a pas de domicile de
« secours en Belgique. Le remboursement est dû dans
« le premier cas par la commune du domicile de se-
« cours, dans le second par l'État. Lorsque vous
« voudrez négocier avec la Belgique et lui demander
« de contracter avec elle un traité d'assistance, elle
« vous répondra : Faites comme moi. Je n'ai pas be-
« soin de conclure de traité avec vous, puisque aux
« termes de la loi belge du 27 novembre 1891 je prends

« la charge des malades de nationalité étrangère.

« En Allemagne c'est la même chose. « Les allemands indigents n'ayant pas de domicile d'assistance
« sont à la charge de l'état fédéral où l'assisté a eu
« son dernier domicile de secours. Les étrangers recevront provisoirement l'assurance de l'Union des
« pauvres dans la circonscription de laquelle ils ont eu
« besoin d'être secourus. L'Etat fédéral auquel appartient l'union des pauvres qui a fourni les secours
« devra lui tenir compte de ses débours. »

« Ainsi en Allemagne, c'est l'Etat fédéral qui prend
« la charge des frais de traitement des malades étrangers. Je ne crois pas que vous puissiez entamer des
« négociations à ce sujet avec l'Allemagne.

« Je n'ai pas pu me procurer de renseignements en
« ce qui concerne l'Italie.

« Vous voyez, Messieurs, qu'on éprouvera de grandes
« difficultés pour arriver à conclure des traités
« d'Assistance avec les nations dont je viens de
« parler.

« Il y a une autre difficulté ; c'est que vous ne pouvez pas obtenir la clause essentielle de la réciprocité. En effet, il n'y a que cinq cent mille français à
« l'étranger et l'on compte en France 1,200,000 étrangers, sur lesquels il y a 120,000 allemands, 265,000
« italiens, 500,000 belges. Vous ne pouvez donc pas
« avoir de réciprocité. Ces étrangers ne doivent pas
« appartenir à la classe riche, car vous avez pu lire

« dans le compte rendu de l'œuvre de l'hospitalité de
« nuit de Paris, que la proportion des étrangers reçus
« dans ces établissements est considérable et s'élève
« à 10 0/0. Il peut bien y avoir depuis longtemps des
« traités d'assistance pour les enfants assistés et les
« aliénés ; ce sont là des services qui ont nécessaire-
« ment dû exister de très longue date et qui roulent
« du reste sur des chiffres insignifiants par rapport à
« ceux que je viens d'indiquer.

« Je suppose d'ailleurs qu'un malade étranger ait
« besoin de secours. Mais l'honorable M. Roussel le
« disait avec la sincérité et la générosité qui le carac-
« térisent, on commencera par lui donner des soins
« sans s'enquérir de sa nationalité.

« Comment voulez-vous en effet rechercher, je ne
« dirai pas la nationalité, mais même l'identité de ces
« nomades qui s'engagent en très grand nombre dans
« les grands chantiers de travaux publics. Cela me
« paraît impossible.

« Je termine, Messieurs, en demandant à la com-
« mission ou au gouvernement de bien vouloir indi-
« quer au Sénat comment le dernier paragraphe de
« l'art. 1 de la loi, ou le 2^e paragraphe de l'art. 25 que
« nous discutons peuvent concorder. Ne songent-ils
« pas, que le dernier paragraphe de l'art. 1 est inu-
« tile vu l'impossibilité où l'on se trouverait d'établir
« ou de chercher à conclure les traités d'Assistance
« avec les nations voisines? »

M. Henri Monod.

« Messieurs, l'honorable Lesouëf nous demande
« comment le dernier paragraphe de l'art. 1 peut
« s'accorder avec le 2^e paragraphe de l'art. 25 qui por-
« te que l'art. 1 de la loi de 1851 est toujours en vi-
« gueur. »

Il ne nous semble pas qu'il y ait aucune contradic-
tion entre ces deux textes ; il est bien entendu que la
loi du 7 août 1851 est en vigueur et que la loi actuel-
le n'a nullement pour effet de diminuer en quoi que ce
soit les charges qui pèsent actuellement sur les éta-
blissements hospitaliers.

« Quant au point qui concerne les étrangers, le
« Conseil supérieur de l'Assistance Publique et la
« Chambre des députés n'ont pas pensé qu'il fut pos-
« sible d'introduire dans la loi l'obligation pour les
« soins dûs aux étrangers malades : ils ont pensé que
« cela affaiblirait l'action du Gouvernement dans ses
« négociations avec les nations étrangères. L'honorable
« M. Lescuël prétend qu'on ne peut négocier avec
« l'Angleterre parce que dans ce pays la charité pri-
« vée seule secourt les malades. C'est une grande
« erreur. L'Angleterre est peut-être le pays où grâce
« à sa taxe des pauvres, l'Assistance Publique est la
« plus fortement organisée. En 1891 d'après un rap-
« port officiel, l'Assistance Publique y a secouru
« 150.838 malades pauvres dont 92.971 ont été hos-
« pitalisés. L'ensemble des malades pauvres et des

« indigents valides qui ont été secourus s'est élevé à
« plus de 760.000 individus. Pourquoi donc l'Angle-
« terre ne ferait-elle pas avec la France un arrange-
« gement suivant lequel les Anglais tombés malades en
« France seront soignés en France par les services
« publics, de même que seraient soignés par les ser-
« vices publics les Français tombés malades en Angle-
« terre.

« Nous avons un traité avec la Belgique pour les
« enfants assistés et les aliénés, pourquoi n'en ferions
« nous pas un pour les malades. De même pour la
« Suisse et pour d'autres pays. Il n'y a pas de difficul-
« tés, il n'y a en tout cas aucun inconvénient à ce que
« la loi prévoie de tels traités.

« Si on n'a pas pu le faire jusqu'ici, c'est parce que
« l'assistance médicale n'était pas obligatoire en Fran-
« ce. On a pu traiter pour les enfants assistés, on a
« pu traiter pour les aliénés, parce que les dépenses
« de ces services sont assurées d'être payées.

« Quand vous aurez rendu obligatoire l'assistance
« médicale, comme vous allez le faire, nous pourrons
« engager utilement des négociations avec les au-
« tres nations ».

Depuis cette époque qu'a-t-on fait? La suite des
événements a montré que les craintes de M. Lesouëf
n'étaient que trop fondées, car aucun traité n'a été
conclu. Le gouvernement a entamé quelques pourpar-

lers qui n'ont pas abouti : dès 1894 (1) il entre en rapports à ce sujet avec les gouvernements italien et espagnol, en vue de conclure un traité d'assistance réciproque. Une enquête à cet effet a été ouverte auprès des préfets des départements intéressés (2).

Mais rien n'a été décidé.

Sur quelles bases pourrait-on conclure des traités d'assistance. Il faudrait d'abord en passer un avec chaque puissance, un traité universel serait impossible, vu la diversité de situations dans lesquelles se trouvent les nations voisines, dans les unes l'assistance étant obligatoire, dans les autres facultative.

Ensuite on peut envisager deux systèmes, l'assistance réciproque à *traitement égal et gratuit* et l'assistance réciproque à *remboursement*.

D'après le premier système, la France soignerait à domicile ou à l'hôpital les étrangers indigents, à la condition que la nationalité d'origine de ces étrangers soignerait les Français.

1. Campagnole, *op. cit.*

2. Le conseil fédéral Suisse après la promulgation de la loi d'assistance publique du 15 juillet 1893 a chargé la légation de Paris de négocier une convention de ce genre ; l'assistance aux malades devait être réciproque. L'affaire à ma connaissance n'a pas eu de suite.

(*Rapport Drouineau sur l'assistance international*, Congrès de Genève. 1896).

Ce serait très onéreux pour nous, car l'immigration l'emporte beaucoup sur l'émigration.

Dans le second système, plus simple et plus juste, plus ménager des finances nationales (1), on ferait payer à l'Etat étranger les frais de traitement de ses nationaux et on lui paierait ceux de nos compatriotes résidant chez lui. Tout serait réglé dans un compte annuel. Il est malheureusement probable qu'il ne serait pas accepté par les pays voisins qui nous envoient un grand nombre d'émigrants.

Telle est cependant la base admise par le Conseil Supérieur de l'Assistance Publique dans l'avis qu'il a émis le 25 février 1897 que nous avons déjà cité.

Il est d'avis ; « qu'il est désirable que des traités « d'assistance médicale réciproque soient conclus entre la France et les nations étrangères, avec pour « base le *remboursement réciproque des frais*.

Il existe ailleurs qu'en France des traités d'assistance réciproque ; nous allons les examiner, et nous assurer s'il est possible d'en tirer quelque exemple à imiter.

Nous trouvons des renseignements à ce sujet dans le rapport de M. Archambeaud à la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance (2) et dans les réponses formées par les correspondants étrangers.

1. *Revue d'Administration*, 1807, p. 15.

2. *Bulletin de la Société*, *op. cit.*, année 1892.

L'Allemagne a conclu un certain nombre de traités, dans lesquels sont réglés surtout les questions de procédure et de frais de rapatriement des indigènes.

Avec le Danemarck cependant, (traité du 11 décembre 1877 et déclaration complémentaire du 30 septembre 1881), chaque Etat s'engage expressément à soigner dans les mêmes conditions que ses nationaux, les malades de corps et d'esprit, jusqu'à ce que leur rapatriement devienne possible.

Dans le traité avec l'Italie, est réglementée l'assistance médicale aux indigents citoyens de l'autre pays, ils sont soumis comme les nationaux jusqu'à ce que leur retour dans le pays d'origine puisse s'effectuer sans danger pour eux-mêmes et pour les autres, aucun recours n'est donné à l'Etat sauf contre ceux qui sont obligés de par le droit privé au remboursement (parents de l'indigent).

De concert avec la Belgique, l'Allemagne a rédigé la Déclaration du 7 juillet 1877 : chaque Etat s'engage à traiter en cas d'indigence les citoyens de l'autre sur le même pied que ses nationaux : le principe du non remboursement des débours subsiste, sauf pour les personnes obligées à restitution par le droit privé.

Avec la Suisse, il y a un traité du 31 mai 1890, il assure les soins médicaux aux étrangers comme aux nationaux.

L'Autriche-Hongrie a conclu avec la Suisse le traité du 17 décembre 1875 : il impose à chaque Etat l'obli-

gation d'entretenir les sujets de l'autre Etat malades. La Belgique a fait avec l'Italie la convention du 24 juillet 1880, suivant laquelle chaque partie s'engage à assurer dans les limites de son territoire, en cas de nécessité, aux sujets indigents de l'autre pays les secours établis en faveur de ses nationaux par les lois concernant l'assistance publique. D'après l'article 8 du traité, ceux qui ont fait l'avance de secours ou d'autres frais pour un indigent pourront en poursuivre le remboursement devant les tribunaux ou toute autre autorité compétente du pays auquel appartient cet indigent, soit contre celui-ci lui-même, soit contre ceux qui sont obligés civilement à pourvoir à son entretien.

Le Danemarck a conclu avec la Suède un traité dans des conditions identiques, 1888 (1).

Nous pouvons donc constater que dans un certain nombre de pays ayant une Assistance publique fortement organisée, on n'a pas hésité à conclure des traités d'assistance médicale, mais que dans aucun n'est pratiqué le remboursement réciproque des frais. Ce serait peut-être générosité excessive de notre part que de les imiter en cela.

1. De même, l'Allemagne avec la Suisse (Convention du 31 mai 1890).

CHAPITRE II

Les aliénés étrangers en France.

Ici, ne militent pas seulement en faveur des aliénés étrangers des raisons d'humanité, mais aussi un but de protection sociale. Il importe au bon ordre de l'Etat, qu'on ne laisse pas circuler des individus atteints d'aliénation mentale dangereux ou susceptibles de le devenir.

Le préfet aura donc le droit d'ordonner le placement d'office dans un asile départemental d'un aliéné étranger.

Quant au placement volontaire, s'effectuera-t-il d'une façon analogue. Il y a un certain nombre de formalités exigées pour le placement volontaire d'un aliéné français, formalités nécessaires à la sauvegarde de la liberté individuelle. Nous pensons avec MM. Vincent et Penaud (1) qu'il faut appliquer la législation nationale de l'aliéné, qui déterminera les personnes capables de

1. *Dictionnaire du Droit international privé*, V. aliéné. V. aussi Weiss *op. cit.* page 358, tome III.

demander l'internement ou la sortie, les personnes chargées de la curatelle (1).

Un projet de loi sur les aliénés voté au Sénat en 1884, (rapporteur Th. Roussel) (2) contient une garantie pour les étrangers placés dans les asiles d'aliénés en France. Il est ainsi conçu : « Nul étranger conduit en France pour être placé dans un établissement d'aliénés ne peut être admis dans cet établissement sans une demande et sans un certificat médical légalisé dans son pays d'origine ou par un représentant diplomatique de ce pays en France. Dans les trois jours de la notification de ce placement, le préfet en donne avis au Gouvernement qui prévient le représentant diplomatique du pays d'origine de la personne placée. Le même avis de placement doit être donné dans le même délai au représentant du pays d'origine de tout étranger résident ou de passage en France dont l'état d'aliénation aurait exigé le placement ».

Nous avons à examiner la question de savoir à qui incomberont les frais de transport et d'entretien, en l'absence de coutumes internationales, en l'absence de traités, et admettant que l'aliéné et ceux qui lui doivent une pension alimentaire sont indigents.

Ils peuvent être acquittés par les hospices d'aliénés eux-mêmes, puisque cette obligation peut leur être

1. Laurent. *Droit Civil int.* tome 6 p. 8. Trib. Seine 25 nov. 1885. *Journal de droit*, 23 nov, 1885.

2. *Sénat, Annexes* 1884.

imposée par leurs titres de fondation ou bien lorsqu'avant la loi de 1838 ils acceptaient d'après un usage constant l'entretien des aliénés comme une de leurs charges propres et naturelles. Ce sera là un cas peu fréquent.

Les communes n'auront rien à acquitter, puisque elles ne doivent participer aux dépenses des aliénés que s'ils ont leur domicile de secours chez elles, et puisque un étranger ne peut en France avoir de domicile de secours.

Ce sera donc le département ; cela résulte de décisions ministérielles et d'arrêts du conseil d'État (1). Le département, indépendamment des aliénés qui ont dans les limites de sa circonscription leur domicile de secours, doit entretenir ceux dont le domicile de secours est inconnu et qui ont été recueillis sur son territoire. Lorsqu'il s'agit d'un étranger, le département peut recevoir un subside du ministre de l'intérieur sur le crédit destiné au recrutement des frais recouvrés par les indigents sans domicile de secours.

Mais d'après M. Derouin (2) il faudrait distinguer les aliénés internés à la suite d'un placement d'office, au sujet desquels les départements sont fondés à réclamer le remboursement de leurs dépenses à l'État, et

1. Decis. *Minist. Int.*, nov. 1837. *Arrêts Conseil d'État*, 15 juillet 1848, 15 juillet 1853; 20 déc. 1855, 8 décembre 1893.

2. *Répertoire Sirey-Fuzier Herman V^e domicile et Secours* n. 400.

ceux qui ont été internés à la suite d'un placement volontaire qui devront rester à leur charge.

a) *Usages.* — Mais il existe avec un certain nombre de nations voisines des usages suivant lesquels les frais occasionnés par les aliénés seront remboursés ou le rapatriement opéré.

Quand il y a remboursement, il se fait de gouvernement à gouvernement ; le directeur d'une maison d'aliénés n'a jamais d'action directe contre le gouvernement dont l'aliéné étranger est le sujet (1).

Le grand duché de Luxembourg rapatrie ses nationaux aliénés et fait tous les frais nécessaires même pour le traitement dans les établissements publics où ils ont été placés par l'autorité française.

La Russie en a fait autant jusqu'en 1884, mais elle s'y refuse depuis.

La Belgique, la Hollande, l'Italie, l'Allemagne rapatrient leurs aliénés, mais ne paient pas les frais.

L'Autriche paie les frais lorsque la famille de l'aliéné peut les rembourser.

Le grand duché de Rode rapatrie et paie les frais à raison de 1 fr. 60 par jour pendant trois mois.

L'Espagne accepte le rapatriement et paie les frais de séjours des aliénés espagnols.

L'Angleterre ne rapatrie pas et ne paie aucuns frais.

La France agit par voie de réciprocité à l'égard de

1. Trib. Seine 10 mai 1876 (*Gaz. des Trib.* 15 juin 1876).

ses nationaux aliénés qui se trouvent dans ces divers pays : une circulaire du ministre des affaires étrangères du 2 avril 1887 détermine les règles à suivre pour le rapatriement des aliénés français résidant à l'étranger (1).

b) *Traites*. — Des conventions ont été signées avec la ville libre de Brême (20 octobre 1866) et la Suisse, 27 septembre 1882.

La première maintenue depuis par le traité de paix avec l'Allemagne de 1871 est ainsi conçue : (2)

« Le gouvernement de S. M. l'empereur des Français et le gouvernement de la ville libre de Brême désirant régler pour l'avenir la question de rapatriement de leurs sujets respectifs les soussignés autorisés à cet effet ont arrêté les dispositions suivantes :

I. — Chacun des Etats contractants s'engage à reprendre ses nationaux atteints d'aliénation mentale. .

II. — Chacun des Etats contractants s'engage à rembourser les frais de rapatriement ainsi que le montant des dépenses occasionnées par le séjour et le traitement de ses nationaux dans les asiles de l'autre Etat ».

La Convention Franco-Suisse ratifiée par le Parlement le 28 juillet 1883 décide que :

1. Chevrey Rameau. *Répertoire diplom. et consulaire*, supp. pour les années 1886-87, page 784.

2. *Recueil de Clercq*, tome 9, p. 621.

I. — Chacun des Etats contractants s'engage à pourvoir à ce que sur son territoire les aliénés indigents de l'autre Etat soient assistés et traités à l'égal de ses propres ressortissants jusqu'à ce que leur rapatriement puisse s'effectuer sans danger.

II. — Le remboursement des frais résultant de ces secours et de ces soins, ainsi que le rapatriement jusqu'à la frontière et de l'inhumation des personnes secourues ne pourra être réclamée des caisses de l'Etat ou des communes ou des autres caisses de l'Etat auxquelles des personnes appartiennent.

III. — Si la personne secourue ou d'autres personnes tenues vis-à-vis d'elles à la dette alimentaire sont en état de supporter les frais en question le droit de leur en réclamer le remboursement est dûment réservé, et chacun des deux gouvernements contractants s'engage sur une demande faite par la voie diplomatique à prêter à l'autre gouvernement l'appui compatible avec la législation du pays en vue du remboursement dont il s'agit.

Dans le premier traité, c'est le traitement réciproque avec remboursement qui est stipulé, tandis que dans le second c'est seulement le traitement réciproque.

D'après les conclusions de M. Archambaud dans son rapport à la Société Internationale pour l'étude des questions d'Assistance, il émet le vœu que le traité franco-suisse serve de modèle aux accords futurs entre les nations.

« La Convention intervenue entre la France et la
« Suisse nous paraît des plus équitable :

.
.

« Quant aux aliénés, ils nous semblent devoir entrer
« dans la même catégorie que les incurables et la mê-
« me législation devra leur être applicable (1) ».

Nous sommes d'avis au contraire que les clauses du
traité avec la ville de Brême sont plus conformes aux
intérêts de nos finances départementales.

On voit que d'une façon générale, que cela résulte
de coutumes ou de traités, le traitement des aliénés n'est
que d'une façon provisoire à la charge de l'État qui
les a recueillis sur son territoire. Il existe des conven-
tions expresses et tacites avec la majorité des nations
qui nous envoient des émigrants. A quoi tient-il que
cette matière est réglée plus anciennement? A ce que
selon nous le traitement des aliénés est plutôt une
mesure de police qu'une mesure d'assistance, et que
les Etats ont eu en vue plutôt de garantir le bon ordre
que de faire la charité.

Nous allons montrer comment les nations étrangères
traitent en l'absence de conventions, les aliénés qui n'appartiennent pas à leur pays.

L'Angleterre s'efforce de les rapatrier en s'enten-

1. *Bulletin de la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance.*

dant avec le consul ou quelque'autre autorité pour empêcher qu'ils ne tombent à la charge de l'Etat.

La Belgique s'efforce de rapatrier les aliénés étrangers.

En Espagne les aliénés étrangers sont secourus dans des asiles privés aux frais de l'État d'origine.

Les consuls sont chargés de prendre à leur charge les rapatriements.

En Hongrie les aliénés sont admis dans les hospices s'ils sont dangereux, sinon ils sont regardés comme indigents et traités comme tels.

En Italie on reçoit les aliénés étrangers dans des maisons de santé spéciales sur une demande faite par les consuls respectifs, soit sur l'initiative des administrations hospitalières.

Dans le Grand Duché de Luxembourg l'étranger pouvant acquérir le domicile et secours, il sera traité comme l'indigène.

Enfin comme nous l'avons vu précédemment, l'Allemagne et la Belgique, le Danemark et la Suède, le Danemark et l'Allemagne, l'Italie et l'Allemagne ont conclu des traités assurant à leurs nationaux des soins réciproques.

CHAPITRE III

Enfants assistés de nationalité étrangère

Il ne peut être question ici que d'enfants abandonnés par des parents étrangers, ou d'orphelins de parents étrangers. Les enfants trouvés doivent être réputés français conformément au § 2, art. 8 de la loi du 6 juin 1889 ; il en est ainsi de ceux qui sont abandonnés par des personnes refusant de faire connaître leur nom et leur origine. L'ordre public et les principes élémentaires d'humanité exigent qu'il seront recueillis, que leur santé et leur vie ne soient pas compromises. S'il est digne d'une nation civilisée de prêter assistance aux adultes étrangers, il est à plus forte raison impossible de laisser sans secours des êtres qui ont besoin d'une protection encore plus efficace.

Le secours provisoire s'impose donc ; mais il faut songer que pendant de longues années, l'enfant ainsi recueilli aura besoin de protection, que jusqu'au jour éloigné où il sera à même de gagner sa vie, il faudra lui continuer l'aide qui lui a été procurée. Peut-être qu'arrivé à l'âge adulte, il repoussera la nationalité de

l'Etat qui l'a secouru et qu'en vue d'acquérir certains avantages ou de fuir certaines charges, il revendiquera sa nationalité première.

Ce sont là des motifs assez sérieux pour donner à penser avant d'accorder à l'enfant étranger les mêmes soins qu'au Français.

Voyons d'abord ce qui se passera en France en l'absence de tout usage ou de tout traité.

C'est le département qui est chargé du service des enfants assistés ; c'est lui qui recueillera les enfants étrangers qui seront placés provisoirement à l'hospice dépositaire.

C'est le département qui paiera les frais faits pour ces enfants, car ils n'ont pas de domicile de secours.

Il pourra évidemment exercer un recours contre l'État, qui dispose d'un crédit pour faire face aux dépenses occasionnées par les individus sans domicile de secours.

Il pourra également demander au Gouvernement d'entamer des négociations pour le rapatriement de l'enfant.

Mais si le crédit est épuisé et si les négociations échouent, c'est le département qui seul devra inscrire cette dépense à son budget.

Le cas ne sera pas très fréquent, ici comme pour les aliénés il y a eu de bonne heure des ententes entre les nations, elles n'ont pas voulu laisser à la charge d'étrangers les enfants de leurs nationaux, de futurs

citoyens qui peuvent plus tard lui être utiles. Les usages pratiqués entre la France et l'Allemagne sont constatés par un rescrit ministériel prussien du 31 octobre 1889 (1). Chaque pays rapatrie les enfants, après acceptation du gouvernement sur le territoire duquel il doit avoir lieu et remboursement par le gouvernement des frais de transport. Les frais d'entretien ne peuvent être réclamés qu'aux personnes tenues de la dette alimentaire à l'égard de l'assisté.

La ville de Brême en vertu d'usages particuliers (2) (le traité qu'elle a conclu avec la France ne parle pas des enfants) paie les frais de séjour des enfants rapatriés.

L'Autriche-Hongrie et la Belgique acceptent dans des conditions analogues le rapatriement de leurs enfants et la France leur accorde la réciprocité. Mais les hospices de Liège ne demandent pas le renvoi des orphelins, surtout s'ils sont nés à Liège car dans ce dernier cas ils peuvent à leur majorité réclamer la qualité de Belges.

En Hongrie les étrangers pouvant acquérir un domicile de secours, les enfants ont celui du père s'ils sont légitimes, celui de la mère s'ils sont illégitimes. C'est la commune qui aura à payer la dépense de ses enfants, ce peut être aussi l'Etat quand ils sont trou-

1. *Bulletin de la Société intern. pour l'étude des questions d'assistance*, 1892.

2. *Répertoire Sirey. V. Domicile de Secours*, n° 402.

vés ou quand leurs parents n'ont aucun domicile de secours.

L'Italie accepte de rapatrier les enfants assistés à condition qu'ils soient légitimes, elle ne paye pas les frais.

Le grand Duché de Luxembourg accepte les repatriements et paie tous les frais.

En Espagne les enfants sont recueillis dans des asiles spéciaux, et les consuls sont chargés de prendre à leur charge les repatriements.

En l'absence de tout traité, le Danemarck traite les enfants étrangers comme les nationaux.

Mais les traités survenus entre les divers pays règlent soit d'une façon générale, soit spécialement la situation des enfants assistés. Il en est ainsi des traités conclus entre l'Allemagne et la Suisse, l'Allemagne et la Belgique, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, la Belgique et l'Italie, l'Italie et l'Autriche-Hongrie, le Danemarck avec l'Allemagne et la Suède.

La France ne possède qu'un traité où le sort des enfants assistés, soit prévu, c'est le traité du 27 septembre 1882 conclu avec la Suisse.

Il stipule que les enfants abandonnés seront traités dans chaque Etat comme les propres ressortissants et que le remboursement des frais ne sera pas demandé.

M. Archambaud dans les conclusions de son rapport à la Société d'Assistance après avoir émis l'idée

que le traité franco-suisse devait servir de modèle, s'exprime ainsi :

« Il ne nous semble pas qu'un pays quelconque
« puisse prendre à sa charge les enfants abandonnés
« ou les orphelins d'un autre pays s'ils ont le droit à
« leur majorité d'opter pour leur nation d'origine.

« D'un autre côté il nous paraît bien difficile d'ad-
« mettre que les parents devront s'engager à faire
« opter les enfants qu'ils déclarent ne pouvoir élever
« pour le pays qui les aura recueillis ».

La rédaction soumise à la discussion de la Société Internationale était la suivante :

Art. 4. — Les enfants assistés de nationalité étrangère seront rapatriés aux frais de leur pays d'origine à moins que les nation intéressées ne s'engagent à payer leurs frais d'éducation.

Plusieurs observations furent présentées. Le D^r Thulié déclara que les enfants étrangers coûtaient de 60.000 à 80.000 fr. par an au département de la Seine, et que souvent on avait affaire à des ingrats qui repoussaient la nationalité française pour fuir le service militaire. « On a préposé, dit-il, au Conseil Municipal d'annuler les titres et les numéros qui servaient à faire reconnaître l'enfant, desorte qu'ils seraient devenus tous français et qu'ils n'auraient plus pu être réclamés par leurs parents ». Il paraît que la mesure fut trouvée trop radicale.

M. Drouineau fit observer que le nombre des nais-

sances d'enfants français étant assez faible, ce serait un moyen de le relever.

L'article 4 fut adopté.

La proposition faite au Conseil nous paraît des plus acceptables : puisqu'on fait vivre les pupilles de l'assistance dans l'ignorance totale de leur famille, ils ne doivent avoir nulle envie de repousser la qualité de Français s'ils ignorent leur origine, et si leurs parents ne les réclament pas. Sans annuler les signes de distinction qui leur sont donnés, on pourrait refuser aux parents les rapports qu'ils veulent renouer à moins qu'ils ne s'engagent ou que la nation dont ils sont les sujets ne s'engage à rembourser tous les frais au Gouvernement Français.

Les Enfants étrangers moralement abandonnés.

Avant la loi du 24 juillet 1889, les tribunaux prononçant la déchéance de la puissance paternelle, et le département de la Seine avait organisé un service d'enfants moralement abandonnés : on appelait ainsi les mineurs de 16 ans qui bien que vivant avec leurs parents étaient laissés par ces derniers à l'état d'abandon moral. L'administration de l'assistance publique s'en chargeait bien qu'aucune loi ne leur en confiât la garde ou la tutelle (1).

1. Derouin. *Revue philanthropique* 1897, page 347. *Les enfants étrangers moralement abandonnés*.

La loi de 1889 vint mettre un terme aux hésitations de la jurisprudence (1) et régler le sort des enfants.

Elle organise une déchéance de plein droit et une déchéance facultative de la puissance paternelle, et elle confie l'enfant à l'Assistance Publique à défaut d'autres personnes voulant s'en charger. En second lieu elle autorise l'Assistance Publique à garder les enfants de ceux qui quoique non déchus ont consenti à lui déléguer les droits de puissance paternelle volontairement abandonnés.

Cette loi peut-elle s'appliquer aux étrangers, telle est la question vivement controversée.

Un certain nombre de tribunaux ont soutenu la négative, tribunal de la Seine 8 juin 1896, tribunal de Marseille dans deux jugements du 6 février 1897, 14 août 1897.

Leurs arguments sont les suivants; la puissance paternelle appartient au statut personnel, dès lors les étrangers ne sont pas soumis aux lois qui le régissent dans les pays où ils ont fixé leur résidence. Le caractère d'ordre public n'apparaît pas suffisamment dans la loi du 24 juillet 1889 pour autoriser une dérogation au statut personnel (Seine 1896).

Mais la majorité des auteurs et la jurisprudence ont décidé en sens contraire : cela ressort des arrêts de la cour de Douai 30 décembre 1895, de la Cour d'Aix 8

1. Baudry-Lacantinerie, *Droit civil*, tome I.

mars 1897, d'un jugement du tribunal de la Seine 27 janvier 1897. Arrêt de la Cour d'Appel de Paris, 25 avril 1899 (1). Une circulaire du Garde des Sceaux en 1896 enjoint aux parquets de faire appel des jugements qui auront décidé que la loi de 1889 est inapplicable aux étrangers.

Ils soutiennent que le but du législateur a été d'édicter une loi de police et de sûreté. La loi de 1889 rentre dans cette catégorie, car il est d'ordre public que les enfants quels qu'ils soient se trouvant sur le sol français ne soient point incités au vice soit par l'exemple soit par le manque de surveillance, de plus elle a un caractère pénal, car elle a pour objet de priver les parents de la puissance paternelle.

Mais les objections du tribunal de la Seine, 30 juin 1896 portent sur les difficultés survenant après la déchéance des parents pour savoir qui sera chargé de la tutelle.

Etant admis que l'expresssion Assistance Publique qui se trouve dans la loi et à laquelle sera remis l'enfant ne peut signifier (2) que le service départemental des enfants assistés, dans quel service l'enfant étranger sera-t-il remis ?

1. *Conférence des Avocats de Paris*, M. Travers rapporteur Derouin, *Revue Philanthropique*, 1897, *Gazette des Tribunaux*, 1898, discours de rentrée de M. Casabianca, procureur général, à la Cour d'Aix, en 1896.

2. Derouin. *Revue Philant.*

Un enfant français a un domicile de secours dans un département déterminé, mais il n'en est pas ainsi d'un enfant étranger.

C'est en quoi consiste l'argument principal du tribunal de la Seine.

Il est assez aisé d'y répondre (1); d'après l'article 5 de la loi pendant l'instance en déchéance la chambre du conseil peut ordonner relativement à la garde de l'enfant telles mesures provisoires qu'elle jugera utiles : elle peut donc désigner le service des Enfants Assistés pour recevoir l'enfant. Celui-ci ne serait pas obligé de le garder, mais il serait autorisé à demander au gouvernement une décision permettant de rapatrier l'enfant dans son pays d'origine en le remboursant des dépenses. Le gouvernement engagera des négociations pour rapatrier l'enfant (elles ont chance de réussir avec un assez grand nombre d'Etats) ou bien il le confiera définitivement à un service départemental en remboursant les dépenses à l'aide d'un crédit spécial (secours pour les individus sans domicile de secours).

Il reste à examiner le cas où le service des Enfants-Assistés aura recueilli l'enfant de parents non déchus : ici la charge assumée par le service d'une façon spontanée devra lui être laissée totalement.

Ce sera un cas peu fréquent : vis-à-vis des enfants

1. Derouin, *op. cit.*

français peu de départements appliquent cette partie de loi, à plus forte raison vis-à-vis d'enfants étrangers.

La loi du 19 avril 1898 sur la répression de violence, voies de fait, actes de cruauté, d'attentats commis envers les enfants, est à plus forte raison applicable aux étrangers.

Les secours de route aux indigents étrangers.

D'après la loi du 13 juin 1790 et du 24 vendémiaire an II, c'est le département qui subvient aux frais de route des indigents qui sont obligés de voyager soit pour rentrer dans le lieu de leur naissance, soit pour se rendre dans les villes où le travail leur est assuré.

Mais de nombreux abus n'avaient pas tardé à s'introduire en cette matière, une circulaire du Ministre de l'Intérieur du 25 octobre 1833 rappela aux préfets les diverses catégories d'individus auxquels ils devaient accorder les secours : parmi ceux-ci elle mentionnait les étrangers vagabonds ou condamnés, expulsés du royaume après l'expiration de leur peine, et les étrangers indigents porteurs de passe-ports réguliers qui retournent dans leur pays (1).

A la suite de cette circulaire, les abus diminuèrent pent être mais ne cessèrent pas, et le 17 août 1853

1. *Pandectes françaises*. V. *Assistance*, p. 293.

une nouvelle circulaire du Ministre de l'Intérieur vint rappeler les prescriptions d'octobre 1837 et engager les préfets à mettre toute leur vigilance à empêcher les fraudes encore trop fréquentes.

La loi de vendémiaire avait fixé à 0 fr.15 par quatre kilomètres le montant du secours, qui devait être acquitté par les départements traversés.

Une circulaire de 1861 les autorisait à voyager en chemin de fer, au vu d'une réquisition adressée par les autorités compétentes, et leur attribuant une indemnité journalière de deux francs pour les individus au-dessus de douze ans et d'un franc pour les individus au-dessous.

TROISIÈME PARTIE

ADMISSION DES ÉTRANGERS AUX SECOURS ORGANISÉS EN FRANCE PAR L'ÉTAT

L'Etat en matière d'assistance a un rôle d'organisation, d'inspection, mais il ne doit qu'exceptionnellement participer à la distribution de secours, il s'en remet d'habitude aux communes, aux départements mieux informés et plus capables de connaître leurs pauvres : mais il peut leur venir en aide. L'Etat montre aussi l'exemple et indique la voie à suivre quand rien de semblable n'existe sur le territoire : c'est lui qui le premier prêta assistance à des catégories de malheureux qui jusqu'alors étaient délaissés.

Il est enfin un rapport avec les pays étrangers en cette matière comme dans toutes les autres.

C'est dans ces divers rôles que nous allons montrer l'Etat Français, nous aurons à examiner dans quelles proportions les étrangers participent à ses bienfaits.

Etablissements généraux de bienfaisance.

L'Etat a créé et dirige un certain nombre d'établissements de bienfaisance où peuvent être admis tous les français dans quelque partie du territoire qu'ils aient

leur résidence. Mais sauf pour quelques-uns, parmi les conditions d'admission figure toujours la nécessité d'être français. Comme causes de cette exclusion on peut noter qu'ils constituent un mode d'assistance exceptionnelle, que les places y sont insuffisantes pour les nationaux, et que l'Etat doit avoir plus de respect des finances nationales qu'un Etablissement public pourvu de ressources propres n'en a pour ses revenus.

Les asiles de Vincennes, du Vésinet et Vacassy qui reçoivent les convalescents des hôpitaux de Paris et les victimes d'accidents arrivés dans le département de la Seine ne se refusent nullement à recevoir les étrangers.

L'hospice national du *Mont Genève* donne aussi asile à des étrangers : sa destination propre est en effet de secourir les voyageurs faisant route à travers les Alpes, allant de France en Italie et *vice versa*. Ils y sont recueillis à toute heure du jour et de la nuit, et il est pourvu gratuitement à leurs besoins pendant leur séjour dans l'établissement. De légers secours en argent peuvent être accordés à quelques-uns d'entre eux. Les voyageurs valides prolongent leur séjour jusqu'au moment où il est devenu possible de se remettre en route. Les malades reçoivent les soins qui peuvent leur être donnés dans l'Etablissement. Il renferme vingt-cinq lits et reçoit une moyenne de deux mille voyageurs par an.

La subvention de l'Etat qui constitue sa principale ressource après avoir été de 30.000 fr. par an sous Napo-

l'éon I^{er}, fut de 6000 fr. après lui; augmentée de 3000 fr. par Napoléon III, elle est actuellement de 6000 fr.

L'Etat et les individus sans domicile de secours.

Au budget du Ministère de l'Intérieur est inscrit chaque année un crédit pour le remboursement des *dépenses occasionnées par les individus sans domicile de secours* (1).

Il est employé au payement des dépenses occasionnées par les étrangers recueillis dans les Etablissements Français, ainsi que par des Français recueillis soit à l'étranger soit dans des établissements départementaux ou hospitaliers.

Il a donc un double objet : donner satisfaction aux réclamations des gouvernements étrangers et exonérer nos administrations départementales et hospitalières des dépenses qui, légalement, ne leur incombent pas (2).

Les Alsaciens-Lorrains ayant opté pour la nationalité française on été plus ou moins longtemps sans résidence fixe et plusieurs encore aujourd'hui ne se sont pas constitué de domicile de recours. D'autre part les enfants nés en Alsace-Lorraine et venus en France avec leurs parents ne peuvent d'après la loi de vendémiaire acquérir un domicile de secours avant leur majorité. Enfin les dépenses d'entretien de militaires et

1. Béquet V^o *Assistance Publique, Rapport Pichon sur le budget de 1898, rapport Maurice Lassere, budget 1898.*

2. Béquet V. *Assistance Publique.*

marins originaires des provinces annexées et réformés depuis la guerre pour cause d'aliénation mentale peuvent être laissées à la charge d'aucun département ni d'aucun établissement hospitalier.

Il faut ajouter que les gouvernements étrangers à l'exception de deux ou trois refusent le remboursement de dépenses que ceux-ci occasionent aux établissements qui les ont recueillis. (1)

Ce crédit qui est en général de 150.000 fr. (budget de 1884, de 1888, de 1898) est d'après le rapporteur toujours insuffisant pour satisfaire les réclamations des départements et des établissements qui atteignent 200.000 et 250.000 fr. Aussi quelques départements ont renoncé depuis quelques années à fournir les états de frais qui n'étaient jamais acquittés (2).

C'est évidemment là une situation regrettable et qui fait peser injustement une lourde charge sur le budget de nos établissements publics.

Il existe également au Budget un crédit destiné à rembourser les dépenses de l'Assistance Médicale gratuite (loi 9 juillet 1893) occasionnées par les individus sans domicile de secours. Mais les étrangers ne peuvent être appelés à en bénéficier, car nous avons vu plus haut qu'ils ne peuvent figurer sur la liste d'assistance médicale.

1. Béquet. V. *Assistance Publique*.

2. *Rapport Lemoine*, budget 1898.

Secours aux réfugiés.

Un crédit du budget du ministère de l'Intérieur dont la valeur a varié suivant les époques (1) est destiné à secourir les réfugiés étrangers. Ce sont les Polonais et les Espagnols qui en bénéficient.

La majeure partie du crédit est affectée aux Polonais qui se sont réfugiés en France après les trois insurrections de 1830, 1848, 1863. Les subsides que ces étrangers reçoivent sont ou mensuels, ou extraordinaires. Le chiffre des subsides mensuels varie entre 15 et 50 fr. : il est fixé à la fin de chaque année pour l'année suivante par le ministre de l'intérieur d'après la situation actuelle du postulant.

En 1887 les réfugiés polonais étaient au nombre de 378.

Les secours extraordinaires varient entre 30 et 100 fr., ils sont distribués après enquête et par décision ministérielle soit à des réfugiés subventionnés malades ou impotents soit encore à des réfugiés qui ayant obtenu l'autorisation de rentrer dans leur pays sollicitent de l'administration les moyens de quitter la France. Une somme de 32000 fr. est également prélevée chaque année pour subventionner certains établissements d'éducation

1. Ce crédit figure au budget pour la première fois en 1832. Il fut fixé à 3 millions (loi, 21 avril 1832); en 1840 il est de 2.150.000 fr., en 1848 de 1.700.000 fr. Dans ces dernières années il diminue sensiblement, 314.000 fr. en 1884, 235.000 fr. en 1887, 200.000 en 1888, 117.600 fr. en 1898.

ou de charité, spéciaux à l'émigration polonaise. (Ecole Polonaise, Mission Polonaise, hospice et orphelinat Saint-Casimir). Le crédit des réfugiés prend en outre à sa charge le remboursement des frais d'hôpitaux, de secours de route, des moyens de transport et autres dépenses relatives aux réfugiés.

Enfin depuis plusieurs années il est prélevé sur le crédit des réfugiés des allocations s'élevant ensemble à 35.000 fr. en faveur de plusieurs œuvres concernant les Alsaciens-Lorrains. (Société de Protection des Alsaciens-Lorrains demeurés français. Association générale d'Alsace-Lorraine, Société d'éducation des Alsaciens Lorrains).

Une partie du crédit est affecté aux réfugiés espagnols, venus sur notre territoire à la suite de mouvements insurrectionnels qui se sont produits dans leur pays pendant les dernières années. Des crédits supplémentaires avaient été votés à diverses époques pour venir en aide à ces étrangers.

En 1886 notamment les Chambres votaient une somme de 70,000 qui éleva pour l'année 1886 de 275,000 fr. à 345,000 le chiffre du crédit des réfugiés (1).

En 1887 bien qu'aucun crédit ne soit particulièrement affecté à l'émigration espagnole, il est alloué aux réfugiés de cette nation un subside quotidien d'un franc.

Cette allocation est du reste essentiellement tempo-

1. *Rapport Pichon*, budget 1888.

raire. Elle a pour but de permettre aux réfugiés de faire face aux premières nécessités de leur entrée sur notre territoire, mais l'obligation subsiste pour ces étrangers de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins après un certain délai (1).

Ces réfugiés dont on comptait 3.461 en 1875 n'étaient plus que 233 en 1886 : au mois de mars 1887 ils étaient 83, et 77 seulement à la fin de 1887.

On peut donc prévoir la prochaine disparition de ce crédit par suite de la disparition des individus auxquels il devait s'affecter.

Frais de rapatriement.

Le ministre des affaires étrangères dispose d'un crédit destiné aux frais de rapatriement des maladies de nationalité étrangère.

Nous avons vu dans les chapitres précédents que les cas de rapatriement d'étrangers indigents sont assez fréquents, et que c'est d'ailleurs dans l'état actuel des choses, une des meilleures solutions.

Mais ce ne sont pas les établissements de bienfaisance, ce ne sont pas les départements qui doivent traiter cette question avec les Etats étrangers. Diverses circulaires du Ministre de l'Intérieur ordonnent de

1. *Pandectes Français*. V. Assistance Publique.

2. 12 septembre 1844, 3 mai 1852, 6 février 1862.

faire intervenir le ministre des affaires étrangères qui sera prévenu par l'intermédiaire des préfets et du Ministre de l'Intérieur.

Une circulaire du même ministre (1) indique les mesures à prendre pour les demandes de rapatriement des enfants abandonnés, des aliénés et des indigents.

Dans la plupart des cas (sauf convention ou usage contraire) l'État qui rapatrie un étranger paie les frais de transport, et cela à charge de réciprocité.

Conventions relatives aux marins délaissés.

Le rapatriement d'une certaine catégorie d'individus, les marins délaissés, a été réglée dans des accords internationaux, intervenus aux dates suivantes, avec l'Angleterre 5 novembre 1879, avec l'Allemagne 16 mai 1880, avec l'Italie 1^{er} janvier 1882. Publiés sous forme de décrets sans avoir reçu la ratification des Chambres, la validité de ces accords a été contestée (2).

Les dispositions qu'ils renferment sont identiques (3); en voici les termes. Quand un marin de l'un des deux États contractants après avoir servi à bord d'un navire d'un autre État se trouve par suite de naufrage ou pour toutes autres causes délaissé sans ressources soit dans un pays tiers, soit dans les colonies de ce pays,

1. 4 juin 1863.

2. *Journal de Clunet* 1880, page 43.

3. Vincent et Penaud Dictionnaire, v^o Assistance Internationale.

soit sur le territoire ou dans les colonies de l'État dont le navire porte le pavillon, le gouvernement de ce dernier État sera tenu d'assister ce marin jusqu'à son arrivée dans son propre pays ou dans une colonie de son pays ou enfin jusqu'à son décès.

Il est toutefois entendu que le marin placé dans la situation prévue au paragraphe précédent devra profiter de la première occasion pour justifier devant les autorités compétentes de l'État appelé à lui prêter assistance de son dénuement et des causes qui l'ont amené. Il devra prouver en outre que ce dénuement est la conséquence naturelle de son débarquement. Faute de quoi le marin sera déchu de son droit à l'assistance.

Il sera également déchu de ce droit dans le cas où il aura déserté ou aura été renvoyé du navire pour avoir commis un crime, ou l'aura quitté par suite d'une incapacité occasionnée par une maladie ou une blessure résultant de sa propre faute.

L'assistance comprend l'entretien, l'habillement, les soins médicaux, les médicaments, les frais de voyage et en cas de mort les dépenses de funérailles.

Les Sociétés de Bienfaisance étrangères de France.

Il existe habituellement entre les citoyens d'une même nation résidant à l'étranger une grande solida-

rité : ils ont besoin d'être unis pour faire respecter leur prérogatives, pour se défendre contre les vexations.

En cas de misère ou de maladie ils doivent pouvoir se secourir mutuellement si l'assistance que peut leur procurer l'État est nulle ou insuffisante. Et nous avons vu que chez les nations les plus généreuses (la France peut y être rangée) c'est le cas le plus fréquent.

La plupart des colonies étrangères ont organisé chez nous une assistance qui leur est propre : elles construisent des hôpitaux pour leurs malades ; elles distribuent des secours à leurs indigents.

Et il est désirable qu'il en soit ainsi et que malades et pauvres étrangers n'aient rien à attendre de la générosité de la nation chez laquelle ils habitent : ce serait la sauvegarde de leur dignité nationale en même temps qu'un mode efficace d'assistance.

Aussi les auteurs et les sociétés savantes qui ont cherché à résoudre les difficultés de l'assistance internationale ont-ils préconisé cette manière de procéder.

D'après un vœu du Conseil Supérieur de l'Assistance Publique, « il est à souhaiter que des facilités compatibles avec les intérêts de la sécurité nationale soient donnés aux étrangers pour organiser en France les moyens d'assistance que leur sont nécessaires » (1).

1. *Conseil supérieur de l'Assistance Publique*, fascicule 59.

Le rapporteur de l'Assistance Internationale au Congrès de Genève de 1896 conclut en souhaitant qu'on favorise la création et l'existence, des Sociétés de Bienfaisance étrangères qu'on détermine les rapports entre ces sociétés et les représentants officiels de leur nation (1).

Sur les propositions du docteur Navarre le Congrès adopta les déclarations suivantes :

N° 2. — En chaque pays, les gouvernements doivent favoriser la création de sociétés de Bienfaisance qui auraient pour mission de subvenir à cette assistance avec les ressources qui leur viendraient de l'initiative privée et des subventions de leur pays.

N° 3. — Les règlements spéciaux devront déterminer aussitôt leur création et leur mise en œuvre, la nature des rapports devant exister d'une part entre ces sociétés et les représentants officiels de leur nation, de l'autre entre ces sociétés et les autorités administratives du pays où elles exercent leur action.

Nous pourrions voir dans le courant de ce chapitre qu'aucun règlement n'a été édicté, et que la situation de ces sociétés reste bien indéterminée.

D'abord, ce sont toutes des œuvres d'initiative privée : il n'existe pas d'organisation publique émanant d'un gouvernement étranger. Et on comprend aisément pourquoi : permettre à un État étranger de créer une

1. *Congrès de l'assistance Publique*, 1896, Genève.

assistance publique même réservée à ses nationaux serait laisser empiéter sur la Souveraineté.

Il existe cependant à Constantinople des hôpitaux anglais, français, autrichiens, ayant avec les représentants de leurs pays d'étroites relations administratives. Mais on admettra qu'il est difficile de comparer la situation des européens dans les pays orientaux avec celle qu'ils ont dans les états européens : ils y ont dès longtemps joui de prérogatives spéciales, et en outre l'assistance n'y est encore qu'à l'état rudimentaire.

Les sociétés de Bienfaisance étrangères en France ont avec leurs consuls et leurs ambassadeurs de fréquentes relations mais elles ne sont pas sous leur dépendance. Ils peuvent évidemment s'entr'aider, les représentants étrangers facilitent la tâche des sociétés et souvent ils remplissent un rôle parallèle au leur en rapatriant leurs nationaux dans la misère. Les souverains étrangers subventionnent fréquemment les Sociétés de leurs sujets à l'étranger.

Quant aux rapports qui existent entre l'État français et ces Sociétés ils sont fort mal déterminés. Les uns ont été autrefois *autorisées par décision ministérielle*, comme la société helvétique de Bienfaisance, d'autres ont été décrétées d'utilité publique, comme la Société austro-hongroise de Bienfaisance à Paris : les autres enfin et ce sont les plus nombreuses, n'ont fait l'objet d'aucune autorisation gouvernementale.

Nous constatons là une lacune regrettable : les so-

ciétés étrangères qui à cause de leur peu d'importance ou à cause de leur caractère confessionnel n'ont pas été l'objet d'un décret d'utilité publique se trouvent dans une situation précaire : elles ne sont pas admises à exercer les droits privés, sont incapables d'acquérir à titre onéreux ou gratuit.

Quant à leur rôle il ressemble beaucoup à celui du bureau de bienfaisance français. Elles distribuent des secours à domicile aux indigents valides ou malades, elles facilitent leur entrée à l'hôpital, elles procurent du travail, enfin elles rapatrient, et c'est là selon nous leur tâche essentielle et qui constitue leur véritable raison d'être. La société russe de bienfaisance créée en 1891 a repatrié 143 personnes en 1892.

Une seule nation a un hôpital à Paris c'est l'Angleterre : il a été fondé en 1871 par Richard Wallace, et il est destiné exclusivement à recevoir les malades anglais pauvres.

La Suisse a un asile de vieillards à Saint-Mandé.

Les nations qui ont des sociétés de bienfaisance à Paris, et quelques-unes en ont plusieurs, sont : l'Angleterre, l'Allemagne, les États-Unis, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la Belgique, l'Italie, la Suisse, la Suède, la Norvège, la Russie.

Enfin il y a plusieurs œuvres polonaises (1) et une société wallonne.

1. Publications de l'*Office Central* de Bienfaisance, deux volumes, 1896, 1899.

A Marseille, la Suisse et l'Italie ont des sociétés, l'Espagne à Bordeaux (1).

M. Drouineau joint à son rapport sur l'assistance aux étrangers un certain nombre de lettres de ses correspondants étrangers, d'après lesquelles il ressort que dans leur pays les étrangers sont principalement secourus par leurs sociétés nationales. Il en est ainsi en Roumanie (lettre du professeur Severeano) en Angleterre, (lettre de M. Mocata), aux Etats-Unis, (lettre de M. Glenn de Baltimore (2).

En résumé l'initiative privée s'est montrée très agissante dans un certain nombre de pays : les résultats qu'elle a obtenus sont très remarquables, il est à souhaiter qu'elle puisse suppléer à l'insuffisance manifeste des secours publics qui sont donnés aux indigents étrangers.

1. Congrès international d'Assistance, Genève, 1896.

2. Les œuvres polonaises sont subventionnées par l'Etat français.

CONCLUSION

En résumé il ressort de cette étude que l'assistance aux étrangers est organisée en France d'une façon très rudimentaire.

Nous avons vu en effet que le droit au domicile de secours est dénié aux étrangers : qu'ils sont admis en général dans les hôpitaux mais que d'après l'avis récent du conseil d'État ils ne sauraient comme les Français exiger leur admission dans l'hôpital de la commune où ils tombent malades. Nous avons constaté que d'habitude l'hospice reçoit rarement les indigents étrangers mais que les secours à domicile leur sont assez généreusement donnés, et enfin que si malades ils sont exclus, des bienfaits de l'Assistance médicale, les enfants et aliénés étrangers sont secourus.

Les vœux du Conseil Supérieur de l'Assistance publique et ceux de la Société Internationale se condensent en ceci : il faut faire des traités d'assistance, favoriser et réglementer les Sociétés étrangères de Bienfaisance.

Telles ont été aussi les tendances du Congrès international d'Assistance de 1896.

Mais nous pensons que les traités d'Assistance ne sauraient être qu'un moyen insuffisant de résoudre la question, tant qu'ils seront aussi incomplets et surtout tant que les diverses nations n'auront pas adopté un système uniforme de Secours Publics.

Il est clair qu'un pays d'Assistance obligatoire ne saurait conclure de traité avec un pays d'assistance facultative, non plus qu'un pays qui secourt toutes les infortunes avec un autre qui n'en secourt que certaines catégories.

Quant à abandonner tout le fardeau aux Sociétés étrangères, c'est déclarer son impuissance et reconnaître tacitement qu'on ne veut pas secourir les étrangers.

Et selon nous, l'assistance doit être fournie aux étrangers parce qu'ils nous sont indispensables (1).

Ici nous n'invoquerons pas un motif de protection sociale qui d'après les auteurs les plus récents doit inspirer l'assistance publique. L'application de cette idée nous entraînerait sans doute à prodiguer nos soins aux malades contagieux, à soigner les aliénés dangereux ; mais aussi à expulser les indigents et les impotents pour épargner les budgets de nos hospices et de nos bureaux de bienfaisance.

Il y aurait là une maladresse évidente qui aurait

1. Voyez introduction.

pour résultat d'éloigner un grand nombre d'étrangers de notre pays.

Et quand même nous n'aurions pas une réputation d'hospitalité à sauvegarder, des traditions généreuses à continuer, nous sommes d'avis que ces questions doivent suivant l'expression de M. de Melun, être surtout examinées au point de vue de la justice et de la charité.

N'y a-t-il donc qu'à poursuivre les errements anciens et doit-on renoncer à l'espoir de réaliser quelques progrès ?

Evidemment non ; mais il faudrait dans la solution tenir compte de la situation spéciale de notre pays d'où on émigre peu et où on immigre beaucoup, où l'assistance publique est très fortement organisée du moins dans quelques-unes de ses parties, et où on se trouve en rapport avec des nations chez lesquelles les secours publics sont parfois bien organisés, mais d'une façon très diverse, et souvent rudimentaire.

C'est en conciliant ces diverses données, que nous arrivons à proposer les modifications suivantes.

Il faudrait accorder aux étrangers établis chez nous un domicile de secours après un stage plus long que celui qui est exigé des Français, cinq ou dix ans par exemple.

Il faudrait ensuite conclure des traités en matière d'assistance médicale avec les pays qui ont une organisation analogue à la nôtre, Suisse, Italie, Allemagne,

traités stipulant le remboursement quand la différence entre les frais occasionnés chez les deux nations dépasserait un certain chiffre. Cette dernière condition entraîner sans doute une comptabilité et une correspondance assez compliquées, mais elle nous paraît indispensable vu le grand nombre des étrangers qui résident chez nous.

En matière d'assistance aux vieillards il est impossible de ne rien tenter avant que la question pendante ait été résolue par les Chambres et avant que des secours efficaces (hospitalisation ou placement familial) aient été institués obligatoirement en faveur des vieillards indigents français.

Relativement aux aliénés et aux enfants assistés, il faut conclure des traités mais seulement avec les nations qui ont des services analogues à ceux que nous avons organisés chez nous d'une façon très complète : ces traités stipuleront le remboursement dans les conditions précitées. Avec les autres nations il faut tenter le rapatriement, et en cas d'insuccès relativement aux enfants assistés, supprimer les signes distinctifs de leur origine ou du moins ne les faire connaître que sous condition de remboursement.

Quant aux Sociétés étrangères de bienfaisance, elles joueront le rôle des œuvres privées à côté des secours publics : elles suppléeront à l'insuffisance des secours qui seront accordés à leurs nationaux, on doit donc

les favoriser et faciliter leur entente avec l'Assistance Publique.

Telles sont les conséquences qui selon nous découlent de l'étude des faits et des opinions que nous avons eu à passer en revue.

Vu : le président de la thèse
BARTHELÉMY

Vu : le Doyen,
GLASSON

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-recteur de l'Académie de Paris.
GRÉARD

BIBLIOGRAPHIE

Répertoires Sirey, Dalloz, Durieu et Roche.

Pandectes belges.

Pandectes françaises.

DE CLERCQ. — Recueil de Traités.

VINCENT et PENAUD. — Dictionnaire de droit international
privé.

Journal officiel. Rapport Pichon, 1888. Budget du Ministère
de l'Intérieur.

Revue des établissements de bienfaisance.

Revue d'administration.

Journal de droit international privé, articles Desorme et
Worms, 1890, Leroy-Beaulieu, 1888.

Economiste français, 30 décembre 1898.

— — 30 juin 1899.

Bulletin de la Société internationale pour l'étude des ques-
tions d'assistance (Revue d'assistance).

Publication du Conseil supérieur de l'assistance publique.

Revue philanthropique, 1896-1897.

Bulletin officiel du Ministère de l'Intérieur.

Moniteur Universel, 1851.

Revue de Paris, 1^{er} juillet 1899.

Revue pratique de droit international privé.

Annuaire statistique de la Ville de Paris.

Documents recueillis au cours de chaque année sur la population indigente à secourir l'année suivante (Publication de l'administration de l'assistance publique à Paris).

Compte moral de l'administration de l'assistance publique à Paris, 1896.

Compte moral des hôpitaux de Rouen.

— — de Marseille.

Statistique générale de la France.

Dénombrement de la population de la France, 1891.

Compte-rendu au Congrès international d'assistance de Paris, 1889.

Compte-rendu au Congrès international d'assistance de Genève, 1896.

Compte-rendu du Congrès national de Rouen.

D^r NAPIAS. — Rapport au Conseil municipal, 1898.

WEISS. — Traité de droit international privé, tome II.

L'EBRALY. — Thèse de doctorat, Paris, 1898.

MONTHEUIL (A.). — L'assistance publique à l'étranger, 1899.

Recueil des avis du Conseil d'Etat.

GIDE (Ch.). — Précis d'économie politique, 1897.

LAURENT. — Droit civil international, tome VI.

BLOCK (M.). — Dictionnaire d'administration.

CAMPAGNOLE. — L'assistance médicale gratuite.

Publications de l'Office central de bienfaisance :

1^o La France charitable et prévoyante, 1896.

2^o Paris charitable et prévoyant, 1899.

CANAU (E.). — Les institutions de bienfaisance, de charité et de prévoyance à Marseille.

Le manuel des œuvres de Lyon.

Le manuel des œuvres de Paris et des principaux établissements pouvant recevoir les orphelins des indigents et des malades de Paris. Poussielgue, 1894.

Annuaire des associations amicales et de bienfaisance de départements et de l'étranger à Paris, par un Corrèzien. Paris, 1893.

ARBOUX. — Manuel de l'assistance à Paris. Chaix, 1883.

DE LA VALETTE. — Les établissements généraux de bienfaisance placés sous le patronage de l'impératrice, 1866.

BOURLAUD-LUSTERBOURG. — L'assistance publique à Lyon, 1866.

MAGLIONE. — Question relative à l'admission des malades étrangers dans les hôpitaux.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	5
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Les étrangers et le domicile de secours.	15

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — L'admission des étrangers dans les hôpitaux.	23
CHAPITRE II. — Leur admission dans les hospices	47
CHAPITRE III. — Leur admission aux secours distribués par les Bureaux de bienfaisance.	61

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — Les Etrangers et l'Assistance médicale gratuite.	71
CHAPITRE II. — Les aliénés étrangers.	86
CHAPITRE III. — Les enfants étrangers.	94
— Secours de route	103

TROISIÈME PARTIE

Secours distribués aux étrangers par l'Etat.

APPENDICE. — Œuvres d'initiative privée étrangère	105
CONCLUSION	119
BIBLIOGRAPHIE	124

Jouve et Boyer, imprimeurs, 15, rue Racine, Paris.
